

Algérie - Burkina Faso : 14.000 spectateurs autorisés, le certificat de vaccination exigé

P.12



SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3135 Jeudi 11 Novembre 2021 - Prix: 15 DA - www.seybouseimes.dz

**Nous informons nos
fidèles lecteurs et
lectrices de l'ouverture
d'un site web.**

**Veillez le consulter au :
www.seybouseimes.dz**

ANNABA / Protection civile Le plan d'urgence 2022 de prévention des risques majeurs à l'ordre du jour d'une réunion de travail présidée par le wali

P.06



LOCALES DU 27 NOVEMBRE



**Favoriser la concertation
avec les citoyens
pour un développement
local durable**

P.03

LOCALES DU 27 NOVEMBRE



**La presse nationale
s'intéresse au contenu
du discours électoral**

P.03



Annaba / APC Dernière session ordinaire du mandat Un budget primitif de plus de 241 milliards de centimes approuvé et des opérations de développement urbain

P.06

Décès du boxeur Hamani : Condoléances du Président Tebboune

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé, mercredi, un message de condoléances à la famille du boxeur algérien Loucif Hamani, décédé mardi à l'âge de 71 ans des suites d'une longue maladie.

"Avec la disparition de l'ancien boxeur Loucif Hamani, la boxe algérienne perd un de ses piliers qui ont fait la gloire de ce sport tant aimé. Je présente mes condoléances à la famille du défunt ainsi qu'à tous ses fans, priant Dieu Tout Puissant de lui accorder Sa sainte miséricorde.



A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons", a écrit le Président Tebboune dans un message de condoléances sur son compte twitter.

Alger et Nouakchott décident de la création d'une zone de libre échange

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a annoncé mardi à Alger, que l'Algérie et la Mauritanie ont décidé de la création d'une zone de libre échange dans la région frontalière.

S'exprimant à l'issue des travaux de la 1ère session du Comité bilatéral frontalier algéro-mauritanien, M. Beldjoud a indiqué qu'il s'agissait de "la création de la zone de libre échange entre les deux pays au niveau de la région frontalière, de l'organisation permanente des foires économiques et commerciales à Nouakchott et de l'encouragement des opérateurs économiques des deux pays à vendre leurs produits dans les marchés algérien et mauritanien".

Les experts ont recommandé d'"examiner les opportunités de coopération et de partenariat dans les domaines de prospection, d'exploration et de production des hydrocarbures à travers l'exploitation des potentialités d'investissement disponibles et de réactiver la convention relative à la pêche par l'exploitation des autorisations accordées à ce sujet dans les eaux territoriales mauritaniennes", a-t-il fait savoir.

Le ministre de l'Intérieur a également fait part de la relance d'un projet de réalisation d'une route reliant Tindouf et Zouerate. Aux plans économique et commercial, les experts des deux pays ont convenu de l'importance de "réaliser une route reliant Tindouf et Zouerate, en mobilisant les ressources financières à cet effet avec la possibilité de procéder à l'actualisation de l'étude réalisée", a-t-il précisé.

Concernant la formation professionnelle, le ministre a mis l'accent sur l'importance de l'octroi de bourses aux jeunes de la région



frontalière mauritanienne pour bénéficier d'une formation dans les établissements de formation algériens.

Il a aussi relevé la nécessité d'aider les femmes rurales et artisanes à commercialiser leurs produits et d'échanger les expertises dans la formation de gestion des activités et des établissements des jeunes dans la région frontalière.

L'Algérie, poursuit M. Beldjoud, est déterminée à coopérer avec la Mauritanie à l'effet de concrétiser "ces engagements sur le terrain conformément aux orientations des autorités des deux pays qui accordent une attention particulière au développement et à la sécurisation de la région frontalière commune pour répondre aux besoins des populations".

A la clôture des travaux de cette session, un procès verbal de réunion a été signé par M. Beldjoud et son homologue mauritanien Mohamed Salem Ould Merzoug.

Cette session intervient après la dernière visite effectuée par le ministre de l'Intérieur à Nouakchott, le 1 avril dernier, rappelle-t-on.

Le Premier ministre reçoit le ministre mauritanien de l'Intérieur et de la Décentralisation



Le Premier ministre, ministre des finances, Aïmene Benabderrahmane, a reçu mardi au Palais du Gouvernement, à Alger, le ministre mauritanien de l'Intérieur et de la Décentralisation, Mohamed Salem Merzoug, en visite de travail en Algérie dans le cadre de la tenue de la première session du Comité bilatéral frontalier algéro-mauritanien, a indiqué un communiqué du Premier ministre.

"La rencontre a permis de passer en revue les conclusions de la première

session de ce mécanisme bilatéral, tout en affichant la volonté des deux pays de les mettre en œuvre et de promouvoir le niveau de la coopération bilatérale dans tous les domaines notamment à travers le renforcement des échanges commerciaux, le développement des zones frontalières, la formation et la coopération sécuritaire, et ce, en concrétisation des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et son frère Mohamed Ould El-Ghazaouani, président de la République islamique de Mauritanie", précise le communiqué.

"Les discussions ont permis d'évoquer la future feuille de route de la coopération bilatérale et l'importance d'entamer la préparation des prochaines échéances bilatérales importantes", ajoute-t-on de même source.

L'audience s'est déroulée en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud.

L'agression marocaine contre les 3 algériens n'a pas eu lieu dans la zone tampon

L'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en Algérie, Abdelkader Taleb Omar a affirmé, mardi, que la zone où le régime marocain a ciblé deux camions algériens sur l'axe reliant l'Algérie à la Mauritanie, causant la mort de trois ressortissants algériens est un passage pour les camions commerciaux non situé dans la zone tampon, étant à plus de 70 km de la ceinture de défense, contrairement à ce qui est relayé par le régime marocain. M. Taleb Omar, qui a reçu mardi à une délégation de l'Organisation nationale des retraités de l'Armée nationale populaire (ANP) au siège de l'ambassade, a précisé que cette zone est un passage pour les camions commerciaux, expliquant que la route étant "sablonneuse et difficilement praticable", les conducteurs de camions sont contraints, à leur arrivée aux frontières nord-est du Sahara, de dévier près des territoires sahraouis dans la région de Bir Lahlou.

La zone où l'agression s'est produite se trouve à plus de 70 km de la ceinture de défense et n'est pas située dans la zone tampon qui s'étend sur une bande d'une largeur de 30 km, a-t-il affirmé.



Le bombardement n'a pas été provoqué par l'explosion de mines antipersonnel, ces dernières étant implantées près de la ceinture de défense, précise l'ambassadeur. Le diplomate sahraoui a saisi l'occasion pour présenter ses condoléances au peuple algérien, suite à l'assassinat des trois ressortissants algériens, soulignant que cette agression du Makhzen contre des innocents sans défense renseigne sur la nature de ce régime qui va à l'encontre des règles de bon voisinage.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Direction, rédaction et administration :
46, rue Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

LOCALES DU 27 NOVEMBRE :

Favoriser la concertation avec les citoyens pour un développement local durable

Le président du Front El-Moustakbel, Abdelaziz Belaid, a appelé, mardi à Constantine, les futurs élus locaux à favoriser la concertation et le dialogue avec les citoyens pour un développement local réel et durable.

Animant un meeting populaire à la Maison de la culture Malek Haddad dans le cadre de la campagne électorale des locales du 27 novembre courant, M. Belaid a appelé les futurs élus des assemblées populaires communales (APC) et de wilayas (APW) à “faire des citoyens et des différentes associations et organisations, des consultants permanents dans la gestion de toutes les affaires en rapport avec le quotidien des citoyens pour un cadre de vie meilleur”.

Les élus locaux, a-t-il ajouté, doivent également “se rapprocher davantage des personnes aux besoins spécifiques et étudier, dans un esprit de concertation, les



moyens à mettre en œuvre afin de les accompagner dans leur vie, notamment en matière de mobilité”, en insistant sur l’importance de la solidarité dans la réussite de toute action. Le président du Front El-Moustakbel a estimé que la commune est la base de l’édification de la société et de l’Etat, ajoutant qu’elle

est “le noyau essentiel de l’édification des institutions”, d’où l’urgence, dit-il, de lui accorder un intérêt capital à travers une prise de conscience générale quant à l’importance de l’élection d’assemblées représentatives dirigées par des élus à la hauteur.

M. Belaid a, en outre, évoqué la question de la loi relative à

la commune, mettant l’accent sur l’importance de “conférer davantage de prérogatives aux assemblées communales pour un meilleur rendement au service de l’intérêt général”.

Appelant les citoyens à participer massivement à ces élections et choisir leurs représentants locaux parmi les plus compétents et honnêtes,

il a indiqué que sa formation politique a proposé des candidats “dévoués pour la cause nationale, au service du citoyen et de l’Algérie”.

“Comme nous avons peur pour notre famille, nous devons avoir peur pour l’Algérie”, a-t-il dit, appelant à la “réhabilitation de la confiance, à semer l’espoir parmi les jeunes générations notamment et à s’identifier aux valeurs de nos ancêtres qui ont mis l’intérêt du pays au-dessus de tout”.

Le président du Front El-Moustakbel qui a salué les efforts de l’Armée nationale populaire (ANP) dans la protection du pays, a appelé les citoyens à “avancer en rangs unis et déjouer toutes les tentatives de division visant le pays”.

Il a également estimé que l’édification d’une Algérie nouvelle passe par un “changement des mentalités, des procédés et des comportements”.

LOCALES DU 27 NOVEMBRE :

La presse nationale s’intéresse au contenu du discours électoral

Les titres de la presse nationale paraissant ce mercredi sont revenus dans leurs commentaires sur le “contenu” du discours électoral prôné par les chefs des partis politiques engagés dans les élections locales, relevant le recours des candidats aux réseaux sociaux pour faire connaître leurs programmes.

Mettant en avant les principales idées défendues par les chefs des partis politiques lors de leur sortie sur le terrain, le quotidien “L’Expression” souligne que pour le FLN, les élections du 27 novembre est “une étape capitale”, alors que le RND a mis en exergue “l’impératif d’un changement effectif” au moment où le Front El Mostakbel a insisté sur l’importance de “libérer les initiatives” et le RND sur “la révision du code communal”.

Selon ce quotidien, la campagne électorale pour les locales à Tizi-Ouzou “ce passerasur Facebook”.

“Rares sont les candidats qui tiennent des meetings. Rares sont les candidats qui se bousculent pour percer sur les médias traditionnels”, a-t-il fait remarquer, affirmant qu’“Aujourd’hui, la campagne qui patine dans les espaces réservés et les meetings, chauffe plutôt du côté des réseaux sociaux”.

Le quotidien “El Moudjahid”



se penche sur la problématique du manque d’adhésion de la population à la campagne électorale, tentant de trouver une explication à “un timide démarrage” auprès de politologue et expert en sciences de l’information et de la communication.

Dans un billet intitulé “les locales, c’est vraiment spécial”, le quotidien “le Soir d’Algérie” s’intéresse d’ores et déjà au taux de participation au prochain rendez-vous électoral et soutien que “la participation

est systématiquement l’enjeu principal des élections algériennes”.

Il explique que la participation au scrutin “relègue les prévisions, la campagne, le déroulement et les résultats au second plan”, affirmant qu’“il faut être présent aux municipales et aux wilayales parce que c’est un vote en relation direct avec le citoyen”.

“Le Jeune Indépendant” consacre un espace important aux actions de campagne des partis politiques engagés dans la course pour le renouvellement

des Assemblées communales populaires (APC) et Assemblées populaires de wilaya (APW), soulignant que le Secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Tayeb Zitouni a plaidé, depuis Mostaganem pour “l’élargissement des prérogatives des élus locaux”, alors que le président du Mouvement de la société de la paix (MSP), Abderrazak Makri, a affirmé à Adrar que cette région “a les moyens d’assurer la sécurité alimentaire de tout le pays”.

Le quotidien “El Massa” relève que le scrutin du 27 novembre prochain sera le deuxième organisé avec le nouveau mode électoral de “liste ouverte à la représentation proportionnelle”, adopté suite à la révision de la loi électorale afin de mettre fin aux anciennes pratiques et éloigner l’argent sale de la politique.

Le quotidien “Echorouk” s’intéresse au phénomène du changement d’allégeance partisane appelé “nomadisme”, assez répandu dans l’espace algérois, expliquant ce phénomène par “la détermination de certains à remporter un nouveau mandat” et par “la marginalisation d’autres élus au sein de leur formation politique d’origine”.

Ce journal a relevé également le recours des candidats aux locales du 27 novembre, à Tizi-Ouzou, aux réseaux sociaux pour convaincre les électeurs de voter pour eux.

Faisant le bilan de la première semaine de campagne, le quotidien “Echaab” estime que “la campagne bat son plein sur le net”, affirmant que les animateurs de cette campagne ont préféré recourir à la toile pour faire connaître leurs programmes électoraux”, alors que les panneaux d’affichage, mis en place, restent vierge.

Les représentations diplomatiques appelées à faire connaître les différentes opportunités d'investissement et les avantages offerts par l'Algérie



Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a invité, mardi à Alger, les missions diplomatiques et consulaires algériennes à l'étranger à agir dans le cadre d'une démarche proactive et d'assurer une veille continue en vue de garantir un bon accompagnement à l'économie nationale.

Dans une allocution prononcée à l'occasion de la deuxième journée des travaux de la Conférence des chefs des missions diplomatiques et consulaires algériennes, organisée au Palais des Nations au Club des Pins (Alger), M. Benabderrahmane a déclaré que "nos représentations diplomatiques sont appelées à mener une action anticipative, à assurer la veille et à se mettre au niveau des exigences du bon accompagnement de l'économie nationale sur le plan de l'environnement économique international, et ce, à travers l'initiative et la recherche de véritables partenaires disposés à œuvrer selon le principe gagnant-gagnant".

Le Premier ministre a invité les missions diplomatiques et consulaires à faire connaître les différentes opportunités d'investissement et les avantages offerts par l'Algérie, et d'expliquer les mesures et les grandes réformes structurelles engagées par l'Etat afin de faciliter l'acte d'investir.

Corriger les stéréotypes sur l'Algérie, un impératif

M. Benabderrahmane a appelé, dans ce cadre, les

représentations diplomatiques algériennes à l'impératif de donner "une véritable image" sur le développement du climat d'affaires en Algérie et d'œuvrer à "la correction de certains stéréotypes répercutés dans des classements internationaux ayant trait aux domaines de la concurrence économique, du commerce, de l'innovation, de la recherche scientifique et autres". Des classements, a-t-il dit, qui ne reflètent pas les véritables indicateurs économiques nationaux, et repoussent l'investissement étranger. Il s'agira donc de suivre rigoureusement ces classements en veillant à leur fournir l'information exacte.

Le chef de l'Exécutif a également invité les diplomates algériens à établir des liens avec les acteurs économiques nationaux et à s'enquérir des capacités de production et d'exportation en œuvrant à la prise en charge de leurs préoccupations et à leur fournir l'appui nécessaire.

De même qu'il les a invités à promouvoir l'image d'une Algérie concurrentielle et attractive, et à placer les intérêts économiques nationaux au cœur de l'action diplomatique en accordant une attention particulière aux relations économiques, qu'elles soient bilatérales ou multilatérales.

Dans ce sillage, le Premier ministre s'est félicité de la tendance haussière des exportations hors hydrocarbures qui ont dépassé pour la première fois de l'histoire de l'Algérie les 3,4 mds USD à fin octobre dernier, ajoutant qu'elles

augmenteront davantage après la fin de la crise sanitaire et le retour à la normale des activités.

M. Benabderrahmane a dit attendre des représentations diplomatiques algériennes qu'elles soient plus "efficaces et pragmatiques" et d'assumer un "rôle important" à travers la promotion du produit national et de sa qualité.

Ces représentations se doivent d'assurer le contact entre les opérateurs économiques algériens et leurs homologues des autres pays, tout en les tenant informés des aspects réglementaires relatifs aux échanges commerciaux, a-t-il poursuivi.

M. Benabderrahmane a appelé les diplomates, dans ce cadre, à "trouver des marchés extérieurs aux produits algériens exportables, notamment dans les pays voisins où il est question, actuellement, d'ouvrir les passages frontaliers et de créer des plateformes logistiques et des zones franches au niveau des wilayas frontalières".

Il a mis l'accent, dans son allocution, sur l'importance d'enrichir et d'actualiser les cadres juridiques régissant les échanges commerciaux avec les autres pays, particulièrement les dispositions facilitant l'accès des produits algériens à ces pays. Pour ce faire, le Premier ministre a recommandé de recenser les difficultés avant de les aplanir, activer les conseils des hommes d'affaires et d'arrêter un programme intense des manifestations commerciales visant la promotion du produit

local à l'étranger.

Les transferts des membres de la communauté demeurent faibles

Le Premier ministre a insisté, par la même, sur l'impérative exploitation des zones de libre-échange, africaines en particulier, en vue de promouvoir les exportations nationales compte tenu de leur capacité à attirer les investissements permettant d'accéder aux marchés internationaux à partir de l'Algérie.

M. Benabderrahmane a mis en avant également "le rôle pivot de la diplomatie algérienne, notamment la diplomatie économique pour profiter des tendances de l'économie mondiale tout en évitant ses répercussions sur l'économie et le commerce du pays".

Il a tenu à rappeler, à ce propos, la nouvelle stratégie décidée par le président de la République pour redonner place à l'Algérie à l'échelle internationale conformément à "une vision étudiée et claire fondée sur des principes constants et idéaux consacrés, œuvrant à la réalisation de nos intérêts et la préservation de notre sécurité intégrée". C'est pourquoi, poursuit-il, "notre pays œuvre à réaliser un véritable développement qui nous libèrera de la dépendance et de l'insuffisance et nous permettra de s'ériger en acteurs et influent dans l'équation d'ordre international". Le Premier ministre s'est attardé, dans le même contexte, sur le rôle attendu de la communauté et des compétences nationales

à l'étranger, le but étant "de renforcer leurs liens avec la nation et les impliquer effectivement dans tous les aspects liés au développement du pays, en prenant des mesures pratiques pour inciter les ressortissants algériens à investir dans des projets économiques et en les associant dans la stratégie de promotion des exportations hors-hydrocarbures".

"Il est désormais nécessaire de mettre en place une nouvelle réglementation permettant à la communauté de contribuer à l'édification nationale dans un climat de confiance, en recourant à la technologie comme instrument garantissant la transparence lors des interventions des émigrés, en assurant un débit suffisant de données et d'idées".

De même qu'il est primordial d'assurer "l'accès des ressortissants aux marchandises, services et opportunités, et la création de réseaux durables à long terme entre les émigrés et les parties prenantes locales", a-t-il soutenu.

Et d'affirmer que "le gouvernement est déterminé à ouvrir des bureaux représentatifs de certaines banques algériennes en Afrique dans le cadre de la promotion des exportations hors-hydrocarbures et le renforcement des échanges commerciaux avec le continent africain". Il entamera, les tout prochains jours, les négociations pour examiner son éventuelle adhésion à la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).

ENERGIE:**Arkab s'entretient avec son homologue Turc**

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, s'est entretenu mercredi à Alger, avec le ministre Turc de l'Energie et des Ressources naturelles, Fatih Donmez, en marge de la tenue de la 11eme Commission mixte intergouvernementale algéro-turque.

Lors de cette entrevue, tenue au siège de ministère de l'Energie et des Mines, les deux parties ont mis l'accent sur l'importance des travaux de la 11eme commission mixte intergouvernementale algéro-turque de coopération



économique, scientifique et technique, qui ont débuté mardi à Alger au niveau des experts des deux pays.

Ils ont également passé en revue l'état de coopération et de partenariat entre les deux pays, qualifiés "d'excellents"

dans le domaine de l'énergie et des mines ainsi que les perspectives de leur renforcement.

Les deux ministres ont, à cette occasion, évoqué les opportunités et les possibilités d'investissement et de partenariat dans le domaine énergétique, notamment les hydrocarbures, le développement de l'industrie pétrochimique, la production, et le transport de l'électricité. M. Arkab et son homologue Turc ont aussi abordé d'autres volets de coopération liés aux échanges d'expériences et les opportunités

d'investissement et de partenariat qu'offre le secteur minier en Algérie notamment en matière de recherche /exploration minière et d'exploitation et de production des substances minérales.

Les deux parties ont également évoqué les opportunités d'affaires dans d'autres domaines comme les énergies renouvelables, l'offshore et la formation.

A cet effet, un forum d'hommes d'affaires dédié à l'énergie et aux mines, en présence des deux ministres, est prévu en fin d'après-midi.

Accélérer les procédures pour libérer les deux navires immobilisés à l'étranger

Le ministre des Transports, Aïssa Bekkaï a donné, mardi, des instructions aux responsables de la Compagnie nationale algérienne de navigation maritime-Nord (CNAN-Nord), sur la nécessité de parachever "dans les plus brefs délais" les procédures relatives au déblocage des deux navires de la Compagnie immobilisés dans des ports étrangers.

Ces instructions ont été données lors d'une visite inopinée du ministre des Transports au siège de la CNAN-Nord à Alger, dans le cadre du suivi continu de la situation des navires

bloqués à l'étranger, précise un communiqué du ministère.

Lors de cette visite, M. Bekkaï a tenu une réunion à laquelle on assisté le Directeur général (DG) et les directeurs techniques de la compagnie, lors de laquelle, "il a adressé des instructions sur la nécessité de s'acquitter des missions qui leur sont confiées et de déployer tous les efforts pour parachever les procédures relatives à la levée de saisie des navires restant, et ce, dans les plus brefs délais".

M. Bekkaï a enjoint aux responsables de la compagnie de mettre un plan d'urgence en



vue de relancer la compagnie, d'en améliorer la performance et la mettre au cœur de la stratégie du pays pour le développement du transport

maritime des marchandises. Il a également appelé les responsables de la compagnie à fournir des prestations à la hauteur des attentes des

opérateurs économiques et à contribuer à la promotion des exportations.

Mettant l'accent sur la nécessité de tirer profit de toutes les ressources humaines et matérielles de la compagnie, M. Bekkaï a suggéré la création de trois cellules spécialisées, la 1ère devant se charger du suivi de la situation financière de la compagnie, la 2ème de l'aspect technique qui a été la cause directe de la saisie des navires. La 3ème cellule devra s'atteler à la numérisation et la modernisation des activités de la CNAN-Nord, lit-on dans le communiqué.

BATIMATEC 2021:**Une participation notable de l'Italie**

La 23ème édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics "Batimatec", qui se tient au Palais des expositions à Alger du 7 au 11 novembre, connaît une participation notable des entreprises italiennes, une des plus importantes du salon.

Avec 46 sociétés exposantes, la délégation italienne se distingue en étant la plus grande délégation européenne et la deuxième après la Turquie qui participe à cette édition avec 82 exposants.

28 Petites et moyennes entreprises italiennes, proposent des machines pour les matériaux de construction, les centrales à béton, le

traitement du marbre, les revêtements de sol et pour la production de systèmes préfabriqués.

La délégation italienne propose également des sessions quotidiennes de networking entre opérateurs algériens et italiens et une exposition photographique intitulée : "L'ingéniosité des entreprises italiennes dans la réalisation de grands travaux en Algérie".

Cette participation reflète concrètement l'intensité de la coopération algéro-italienne consolidée dernièrement par la visite d'Etat "historique" du président de la République italien Sergio Mattarella.

Cette exposition présente quelques oeuvres d'entreprises reconnues comme "leaders



dans leur secteur tant en Italie que dans le monde".

L'ambassade d'Italie estime que "le savoir-faire italien dans le domaine des infrastructures et des travaux publics a constitué une ressource importante, qui a permis d'entamer une collaboration fructueuse entre les deux

pays".

Soulignant la présence "stable" d'entreprises italiennes en Algérie, l'ambassade rappelle que l'Algérie était en 2020 le 40ème marché de destination des exportations italiennes, le 5ème marché au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Toujours en 2020, l'Italie

était le 3ème fournisseur de l'Algérie avec une part de 7 % et une valeur d'exportation de 2,42 milliards de dollars, a-t-elle ajouté.

L'Italie se confirme comme le 1er client de l'Algérie avec une part de 14,6% et un volume d'importation de 3,5 milliards de dollars, rappelle le communiqué.

Pour rappel, plus de 700 exposants, dont 200 sociétés étrangères ont pris part au salon Batimatec, ouvert dimanche.

Co-organisé par Batimatec Expo et la Société algérienne des foires et des expositions (Safex), Batimatec s'étend cette année sur une superficie de 30.000 m2 et s'attend à plus de 200.000 visiteurs.

ANNABA / PROTECTION CIVILE

Le plan d'urgence 2022 de prévention des risques majeurs à l'ordre du jour d'une réunion de travail présidée par le wali

Sihem Ferdjallah

La prévention et la prise en charge des risques majeurs au niveau de la wilaya d'Annaba sont toujours au cœur des préoccupations du wali d'Annaba qui a tenu, hier, une réunion de travail avec les principaux responsables concernés tels que les cadres de la direction de la protection civile. Des dégâts matériels et des pertes humaines pourront être évités si le dispositif de lutte et de prévention et les plans



d'urgence sont déployés avec célérité et efficacité comme le recommande la situation en question. Le débat a donné lieu à des observations contrastées. Pour sa part, le

wali Berrimi Djamel Eddine, est intervenu en se référant aux amendements qui ont été inclus, notamment après la publication du texte organisationnel 19-59 du



2 février 2019 relatif à la préparation et à l'exécution des plans d'urgence, et l'année 2022 a été considérée comme la référence du nouveau plan d'urgence. De

son côté, le directeur de la protection civile a évoqué les références légales du dispositif, la définition du dispositif de sauvetage, son guide, ses missions et normes, ainsi que ses interventions à travers les travaux d'une commission municipale et la commission d'État chargée de sa préparation. Parmi les mesures préventives envisagées la dotation d'un équipement approprié pour répondre aux situations d'urgence et aux sinistres potentiels.

ANNABA / APC

Dernière session ordinaire du mandat

Un budget primitif de plus de 241 milliards centimes approuvé et des opérations de développement urbain

Tayeb Zgaoula

L'assemblée populaire communale d'Annaba a tenu, hier mercredi, son ultime session ordinaire de son mandat coïncidant avec le lancement de la première semaine de la campagne électorale des prochaines joutes électorales du 27 novembre prochain 2021 sous la présidence de Tahar Merabti. Au menu de ce conclave le BP de l'exercice 2022 et le développement urbain. Pour ce qui est du budget primitif présenté par la commission



des finances d'un montant de plus de 241 milliards cts, l'APC a consacré une enveloppe conséquente de quelques 164 milliards cts au volet de l'équipement ce qui dénote une prise en charge

meilleure pour les opérations de l'amélioration urbaine dont un bon nombre de ces opérations d'ailleurs ont été terminées, tandis que d'autres sont en cours d'achèvement. Ces opérations consacrées à

l'éclairage, le réseau routier, les espaces de sports de proximité, l'embellissement, l'assainissement et les écoles soit près de 20 opérations. Il est à noter à la lecture du bilan financier par le représentant de la commission des finances et sur ce point précis concernant la location de la station des transports de Sidi Brahim, le P/APC Tahar Merabti s'interroge : « Comment se fait-il que la commune n'a enregistré jusqu' à aujourd'hui aucune rentrée financière résultant de la gestion de cette station » Il faudrait

reconsidérer cette situation a-t-il martelé. Enfin pour ce qui est des aides financières attribuées aux différents secteurs l'OCS sports, office culturelle et d'autres opérations effectuées au niveau des secteurs urbains, les élus ont approuvé sans difficulté les montants. Enfin pour ce qui concerne l'amélioration urbaine certains élus reconnaissent qu'il y a amélioration, mais qu'il reste encore beaucoup à faire. Enfin cette ultime session s'est clôturée sur un parfum de campagne électorale.

ANNABA / DGSN

Appel aux usagers de la route à la prudence et à la vigilance

LB

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a appelé, les usagers de la voie publique, particulièrement les conducteurs de camions, de véhicules et de motocyclettes à faire preuve de "prudence et de vigilance" pendant la conduite. En effet, la sûreté de la wilaya a appelé les usagers de la route à faire preuve de vigilance pendant la conduite

durant cette période des intempéries. Surtout que plusieurs inondations ont été enregistrées au niveau de plusieurs wilayas avoisinantes, Des averses qui ont surpris plus d'un, notamment les automobilistes qui se sont retrouvés parfois bloqués au niveau de quelques grands axes routiers reliant la région à d'autres wilayas limitrophes qui ont été submergés par les eaux pluviales. Compte tenu des perturbations climatiques



qui affectent ces derniers jours certaines wilayas du pays, la DGSN a appelé

les usagers de la route à "respecter la distance de sécurité et à effectuer le

contrôle de leurs véhicules avant le démarrage, en vérifiant, notamment, les feux et le système de freinage" et à faire "preuve de prudence et de vigilance notamment au niveau des pentes, virages et endroits enveloppés de brouillard". La sûreté nationale rappelle le numéro vert 15 48 mis à la disposition des citoyens 24h/24h pour solliciter assistance où signaler un quelconque danger, a rappelé le communiqué.

ANNABA / Hygiène et insalubrité La commune "El Bouni" croule sous les déchets et les résidus



Sarah Yahia

Il n'y a pas d'autres mots pour définir l'état lamentable de certains lieux de cette commune, on y constate une accumulation importante de déchets ménagers au cœur de cette commune où s'accumule un tas d'ordures domestiques qui font le triste décor de ce dernier. Le constat est visible à l'œil nu, c'est une véritable écurie à ciel ouvert. Il est clair que cette situation résulte de l'incivisme des résidents qui étalent leurs ordures ménagères n'importe où et n'importe comment, et des défaillances relevant des organismes de ramassage. Les résidents en colère pointent du doigt les autorités locales concernées, et dénoncent leur laisser-aller. L'incivisme des citoyens, conjugué à la négligence des autorités en charge de la préservation de l'environnement a accentué le problème. Des décisions urgentes doivent être prises

pour enrayer cette problématique. Un état des lieux qui renvoie une image des plus désolantes sur la préservation de l'environnement, caractérisée par la présence d'immondices, de débris de toutes sortes, qui exposés au soleil, laissent échapper des odeurs nauséabondes. En effet, cette insalubrité a favorisé la prolifération des insectes rampants et volants et a encouragé la présence des chiens errants, qui constituent un danger pour les riverains, en particulier les enfants qui risquent d'être agressés à tout moment, sans compter le danger que ça représente pour la santé publique et des risques de maladies dangereuses et contagieuses. Annaba qui s'illustre parmi les meilleures villes du pays, offre aujourd'hui une image défigurée et répugnante à cause de la prolifération de la saleté et la défectuosité de ses routes et ses trottoirs.

ANNABA / Seraidi Défaut d'éclairage public à la cité Bouhdada



Sarah Yahia

Les habitants de la cité "50 logements participatifs" de Bouhdada relevant de la commune de Seraidi se plaignent du défaut d'éclairage public au niveau de leur localité. « Je dois rentrer avant la tombée de la nuit », s'exprime un résident. Une expression reprise par plusieurs personnes pour justifier le retour à leurs domiciles. Si l'éclairage public est traditionnellement installé pour assurer durant la nuit, la sécurité des citoyens et des automobilistes, cette énergie tant sollicitée permet d'assurer leurs déplacements mais aussi de prolonger l'activité commerciale de la commune jusque tard dans la soirée. Mais force est de constater que la majorité des ruelles, passages et allées se trouve plongée dans le noir absolu. La nuit, il faut se munir d'une lampe torche ou de son téléphone portable pour se déplacer", se plaint un

habitant de la cité. Selon, le représentant des protestataires, cette défaillance dure depuis toujours et la plupart des quartiers sont plongés dans le noir, dès la tombée de la nuit, d'où la difficulté à se déplacer la nuit. Les plaignants attirent l'attention des responsables concernés sur les dangers résultant de cette situation, qui favorise la délinquance, les agressions nocturnes ainsi que les cambriolages. En effet, malgré les maintes réclamations, aucune intervention des services techniques concernés n'a été constatée. Les familles résidentes espèrent une amélioration de leur cadre de vie, en commençant par le rétablissement de l'éclairage public des ruelles, ils se disent exaspérés, et expriment leur ras-le-bol face à cette situation qui semble perdurer. Ils dénoncent la sourde oreille affichée par les autorités locales et réclament, dans les meilleurs délais, la réhabilitation du réseau d'éclairage public.

ANNABA / Intempéries Pluies diluviennes, inondations le long de la corniche "Rizi Amor"

LB

Plusieurs axes routiers sont devenus pratiquement inaccessibles, hier, suite aux inondations provoquées par les fortes chutes de pluie qui se sont abattues sur la ville. En effet, il suffit de quelques gouttes d'eau pour que la circulation automobile devienne un véritable casse-tête, notamment du côté nord de la ville, notamment la corniche "Rizi Amor" qui était complètement inondée par les eaux de pluie.

Devant l'intensité des averses, l'eau de pluie avait stagné et la circulation était complètement lente. Que ce soit au chef-lieu de wilaya ou dans d'autres agglomérations, le scénario des avaloirs bouchés revient dès les premières pluies. N'ayant pas trouvé où se déverser, les eaux de ruissellement s'accumulent dans les mêmes tronçons routiers, poussant les automobilistes à rebrousser chemin et à trouver un autre itinéraire pour se rendre à

leurs destinations, un traitement urgent s'avère nécessaire afin d'éviter d'éventuels accidents qui peuvent être fatals. Les conducteurs, notamment ceux qui ne connaissent pas la région, se retrouvent plongés, en un laps de temps très court, dans une gigantesque mare. La situation est plus complexe, puisque les chaussées ne possèdent même pas d'avaloir qui permettent d'évacuer les eaux pluviales qui stagnent comme dans une cuvette.



ANNABA / Accidents de la route Un camion dérape et percute une maison à El Bouni



LB

Un camion a percuté, avant-hier, une maison précaire à El Bouni causant d'important dégâts a-t-on appris de sources sûres. En effet, l'accident s'est produit, avant-hier, dans la soirée où un camion benne

de l'entreprise 'Annaba propre', dans la descente d'une des cités de la commune d'El Bouni, en empruntant une descente, le chauffeur du camion a dérapé et s'est encastré dans une habitation précaire, l'accident a causé d'important dégâts matériels ajoutant

qu'aucune victime n'a été déplorée. Il a été ajouté que la façade externe de la maison accidentée s'est complètement effondrée. Une enquête a été ouverte pour déterminer avec exactitude les causes de cet accident, a-t-on conclu.

ANNABA / CRIMINALITÉ

Brigade de répression de la délinquance : Arrestation de 276 personnes au mois d'octobre

Sihem Ferdjallah

Dans le cadre de la lutte contre la délinquance en milieu urbain, la brigade de répression de la

délinquance relevant de la police judiciaire est parvenue au cours du mois d'octobre 2021 à procéder à l'arrestation de 276 personnes, dont la majorité avec des antécédents

judiciaires, et 145 faisant l'objet de recherches.

Ils sont parvenus également à arrêter 48 suspects dans des affaires de possession d'armes blanches prohibées,

54 suspects dans des affaires de possession de stupéfiants, 29 autres dans des affaires portant atteinte aux personnes, aux biens et à l'ordre public.



ANNABA / SANTÉ

Novembre bleu...Un mois de lutte contre le cancer de la prostate

Sarah Yahia

Après Octobre Rose et la mobilisation en faveur de la lutte contre le cancer du sein, novembre est le mois de la lutte contre le cancer de la prostate. Il est important alors de faire un dépistage précoce car selon les statistiques, on diagnostique ce cancer chez 1 homme sur 8, tout comme pour le cancer du sein.

Le dépistage précoce est donc là encore, important.

Plus un cancer de la prostate est détecté tôt, plus les chances



de guérison sont élevées. Tout en rappelant que le cancer de la prostate a affecté quelques

2.3 millions d'Algériens à fin 2017, le spécialiste a précisé que ce dépistage est "un acte

facile" qui permet de traiter et de guérir les patients. Selon les scientifiques, le dépistage repose sur deux examens médicaux principaux : le toucher rectal et la prise de sang pour mesurer le taux de PSA (antigèneantigène. Substance reconnue par l'organisme comme étrangère et provoquant une réaction immunitaire avec fabrication d'anticorps contre elle. (Prostatique spécifique). Si ces deux examens se révèlent normaux, cela signifie en général qu'il n'y a pas de

cancer de la prostate. Il est possible de renouveler ces examens en fonction de l'âge et des facteurs de risque personnels. En cas d'anomalie, des biopsies seront nécessaires pour confirmer le diagnostic de cancer.

Il convient de noter qu'un cancer de la prostate est une maladie qui se développe à partir de cellules de la prostate initialement normales qui se transforment et se multiplient de façon anarchique, jusqu'à former une masse appelée tumeur maligne.

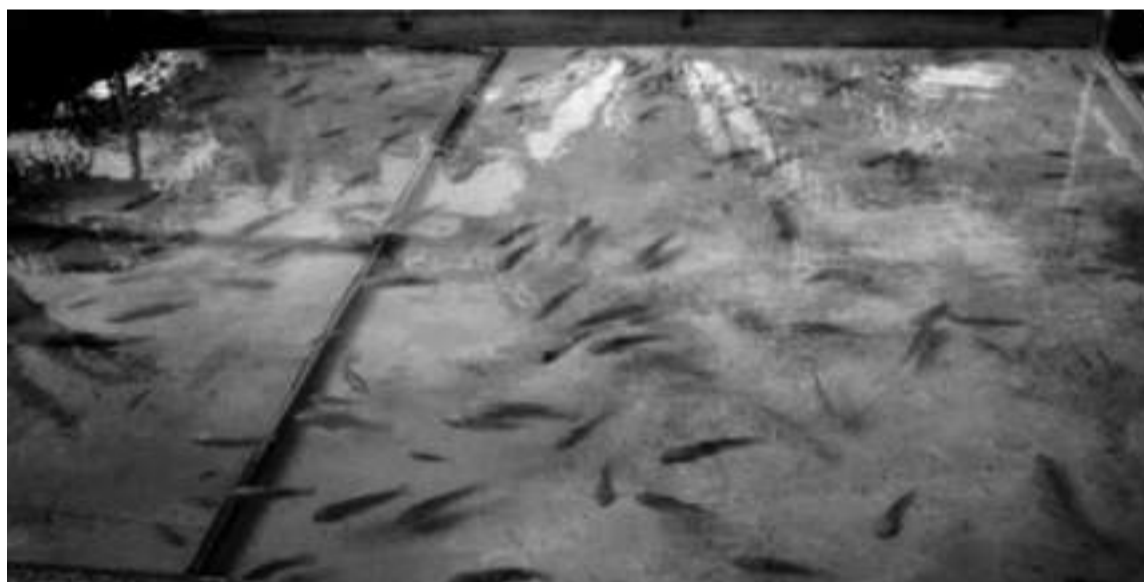
ADRAR

Organiser l'aquaculture et assurer la sécurité alimentaire

La nécessité d'organiser la filière aquacole par l'activation de mécanismes d'accompagnement et la consolidation des efforts visant la sécurité alimentaire nationale a été mise en avant, lundi à Adrar, lors d'une journée d'étude intitulée "accompagner l'investissement aquacole en milieu saharien".

Initiée par la direction de la pêche et des ressources halieutiques (DPRH, basée à Béchar), avec le concours de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture, cette journée a permis de mettre en valeur les potentialités aquacoles de la wilaya d'Adrar et les défis risquant d'hypothéquer le développement de cette filière susceptible d'être un levier de développement économique local et national.

Le DPRH, Djamel Boulekhsayem a expliqué le choix de la wilaya d'Adrar pour abriter cette rencontre par les perspectives prometteuses qu'elle offre en matière de développement des activités aquacoles à travers les périmètres agricoles, et que cette rencontre s'inscrit dans le cadre du programme



d'accompagnement des aquaculteurs en vue d'atteindre les objectifs escomptés et contribuer à la sécurité alimentaire nationale.

La wilaya d'Adrar a réalisé, de janvier à fin octobre dernier, une production de plus de 20 quintaux de poisson d'eau douce, fruit des efforts de 442 agriculteurs qui se sont lancés dans l'aquaponie développée dans 702 bassins d'élevage à travers les différentes communes de la wilaya, a ajouté le responsable.

Et de soutenir que, par souci de consolider les activités d'intégration de l'activité aquacole dans l'agriculture, 369 agriculteurs ont bénéficié d'une formation dans ce sens,

dont cinq (5) en Chine.

Sur un autre registre, il a assuré que ses services s'emploient, avec le concours des organismes concernés, à prendre en charge les préoccupations des aquaculteurs liées notamment aux aliments de poisson, à travers l'ouverture d'un point de vente au niveau local et l'octroi de crédits aux agriculteurs pour s'approvisionner en aliments nécessaires.

Intervenant en ouverture de la rencontre, le secrétaire général de la wilaya d'Adrar, Lâaredj Nehila, a mis en relief les efforts des autorités locales dans l'accompagnement du développement de la filière aquacole qui sera

traduit prochainement par la désignation de zones d'activités sur 346 ha pour mettre sur pied des entreprises aquacoles sur les territoires des communes de Sebaâ, Tsabit et Tamentit.

Pour booster ce créneau, le même responsable a fait part de la création d'un portail électronique et sa mise à la disposition des micro-entreprises en vue d'aider les jeunes à s'impliquer dans la branche et à s'inscrire dans la promotion des activités aquacoles.

Cette journée d'étude a été mise à profit pour, outre l'organisation d'une exposition sur les organismes d'accompagnement et les

entreprises concernées par l'aquaculture et la vulgarisation du produit aquacole local, procéder à la signature d'une convention de coopération entre la DPRH et l'antenne locale de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), pour l'accompagnement des promoteurs aquacoles d'Adrar. Elle a été marquée par l'animation, par les représentants de l'ANADE et l'Agence de gestion du microcrédit (ANGEM), de communications et d'exposés sur le thème, ponctués par des interventions de participants concernant des préoccupations liées à la levée des procédures bureaucratiques entravant depuis des années le processus de réussite de ce segment.

Le président de l'association d'élevage aquacole "Afaq", Mebarek Mabrouki, a suggéré, à ce titre, de revoir la carte de répartition des zones d'activités aquacoles pour profiter également aux autres communes situées au Sud de la wilaya, telles que Reggane, Sali, Aoulef et Zaouiet-Kounta, qui connaissent un développement de l'aquaponie avec les moyens propres des agriculteurs.

Crise migratoire

La tension monte à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie

À Varsovie, le porte-parole du gouvernement craint une « escalade armée », alors que la situation autour des points de passage est chaotique, selon le monde fr. Des centaines de tentes formant un vaste camp de fortune, plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfants entassés, et des tentatives de plus en plus violentes de forcer les barrières et les rouleaux de fils barbelés de la frontière est de l'Union européenne (UE) : la tension à la frontière polono-biélorusse n'a cessé de croître, tout au long de la journée du lundi 8 novembre. Dès le début d'après-midi, de



nombreuses vidéos mises en ligne ont dévoilé des colonnes de plusieurs centaines de personnes se dirigeant à pied vers le point de passage de Kuznica, un village frontalier

proche de la ville biélorusse de Grodno. Mardi, le premier ministre polonais Mateusz Morawiecki a affirmé que la crise des migrants à la frontière de la Biélorussie menaçait la «

stabilité et la sécurité de l'UE tout entière ».

Lundi soir, les autorités polonaises assuraient qu'entre 3 000 et 4 000 personnes se trouveraient actuellement dans cette zone frontalière, côté biélorusse, et qu'une quinzaine de milliers seraient encore éparpillées à travers le pays. Il s'agirait principalement de Kurdes irakiens et de Syriens. Des cisailles, des pelles, mais aussi des arbres coupés utilisés comme béliers ont été employés pour forcer les barrières frontalières. Les gardes polonais, appuyés par la police et l'armée, ont usé de gaz lacrymogènes.

Selon plusieurs témoignages,

des gardes-frontières biélorusses ont tiré en l'air pour obliger les migrants à avancer. Sur certaines vidéos, on voit des hommes masqués et armés apporter une aide logistique et fournir des outils aux réfugiés. La zone frontalière du côté polonais étant déclarée « zone d'état d'urgence ». Ni les journalistes ni les organisations non gouvernementales (ONG) ne sont autorisés à se rendre sur place. Les informations parviennent essentiellement de vidéos enregistrées par les autorités polonaises ou biélorusses, ou de rares militants ayant réussi à se rendre sur place.

Vive inquiétude en Occident sur l'état de santé d'une journaliste chinoise incarcérée

Condamnée à quatre ans de prison pour avoir « provoqué des troubles », l'ancienne avocate est affaiblie par sa grève de la faim, selon le monde fr.

Alors que certains évoquent une rencontre virtuelle entre le président chinois, Xi Jinping, et son homologue américain, Joe Biden, avant le 25 novembre, la détention de Zhang Zhan, une journaliste chinoise dont la vie serait en danger, provoque de nouvelles tensions entre Pékin et Washington. Lundi 8 novembre – décrétée, en Chine, « journée des journalistes » – Ned Price, porte-parole du département d'Etat américain,

a déclaré que « les Etats-Unis étaient très préoccupés par la détérioration de l'état de santé » de Zhang Zhan et que l'administration américaine avait de « graves inquiétudes sur la nature arbitraire de sa détention et les mauvais traitements infligés durant celle-ci ».

Agée de 38 ans, Zhang Zhan est une ancienne avocate qui, dès février 2020, s'est rendue à Wuhan pour y traquer la vérité sur les ravages causés par le Covid-19. Durant plus de trois mois, revendiquant le « droit à la liberté d'expression », elle poste plus de cent vingt vidéos sur YouTube, Twitter,

mais aussi WeChat, avant d'être arrêtée, en mai 2020. Entre cette date et son procès, en décembre 2020, Zhang Zhan entreprend une grève de la faim par intermittence pour protester contre ce qu'elle considère comme une « détention et une mise en examen illégales ».

En décembre 2020, c'est en fauteuil roulant qu'elle s'est présentée, « mentalement et physiquement épuisée », à son procès. A l'issue de celui-ci, Zhang Zhan a été condamnée, le 28 décembre, à quatre ans de prison pour avoir « attisé des querelles et provoqué des troubles », une formulation



fréquemment utilisée par la justice chinoise. L'Union européenne, ainsi que le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, avaient alors demandé sa «

libération immédiate ». En 2019 déjà, après avoir dénoncé la censure en Chine, Zhang Zhan avait été condamnée à huit mois de détention pour « troubles à l'ordre public ».

Emmanuel Macron acte son choix en faveur du nucléaire à cinq mois de la présidentielle

Lors de son allocution télévisée, mardi, le chef de l'Etat a annoncé sa décision de « relancer la construction de réacteurs », selon le monde fr.

Les principaux candidats à l'élection présidentielle s'étaient déjà prononcés pour ou contre la construction de nouveaux réacteurs. A cinq mois du scrutin, Emmanuel Macron – qui ne s'est pas encore déclaré – a officialisé à son tour sa position en faveur d'une relance du programme nucléaire. Le chef de l'Etat a annoncé, mardi 9 novembre, sa décision de « relancer la



construction de réacteurs dans notre pays » tout en continuant de « développer les énergies renouvelables ». Le projet vise à « garantir l'indépendance énergétique de la France

(...), l'approvisionnement électrique de notre pays et atteindre nos objectifs, en particulier la neutralité carbone en 2050 », a-t-il fait valoir, à l'occasion d'une

allocution télévisée portant sur la situation générale du pays.

L'annonce reste pourtant vague : aucune date n'a été donnée pour un début de chantier, et le nombre de réacteurs envisagés n'a pas été précisé. Depuis 2019, le gouvernement réfléchit cependant à une hypothèse précise : la construction de six nouveaux réacteurs de troisième génération et de très grande puissance, dits « EPR 2 ». L'énergéticien EDF a remis un rapport dans ce sens, en mai, à la demande de l'Etat, son actionnaire principal.

Le lancement d'un nouveau programme nucléaire

constituerait pour la France une première « depuis des décennies », a souligné Emmanuel Macron. La plupart des réacteurs actuels ont été construits à vive allure, du milieu des années 1970 au début des années 1990. Le pays en compte aujourd'hui cinquante-six, qui lui garantissent déjà une production électrique bas carbone. Mais ce parc vieillit, de nombreuses installations approchant ou atteignant l'âge de 40 ans. D'ici une vingtaine d'années, une majorité d'entre elles devraient avoir cessé de fonctionner pour des questions de vétusté et de sûreté.

L'Égypte et les États-Unis tiennent leur premier dialogue stratégique depuis 2015

Dans le cadre du premier dialogue stratégique entre les États-Unis et l'Égypte, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Choukry, et le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, ont abordé la crise du grand barrage de la Renaissance éthiopienne (Gerd), la pénurie d'eau en Égypte et les développements en Libye et en Syrie.

Les deux ministres se sont également entretenus pour discuter des moyens de renforcer la coopération bilatérale et les relations stratégiques entre les deux pays.

«Nous tenons à notre amitié avec les États-Unis, et le partenariat entre les deux pays est important pour le maintien de la paix et de la



stabilité dans la région», a déclaré le ministre égyptien des Affaires étrangères lors d'une conférence de presse conjointe.

M. Choukry a salué le rôle des États-Unis dans le soutien apporté

à son pays dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, soulignant que le Caire a pu reprendre son rôle d'acteur majeur dans la région grâce aux États-Unis. Lors de la conférence de presse,

M. Blinken a affirmé que le Caire joue un rôle clé dans la promotion du processus de paix et de la tenue d'élections en Libye.

M. Blinken a ajouté que les deux pays partagent aussi les mêmes préoccupations concernant les pratiques de l'Iran dans la région et dans le monde. Les États-Unis ont par ailleurs appelé à trouver une solution pacifique à la question du Gerd tout en tenant compte des besoins en eau de l'Égypte.

Le porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Hafez, a indiqué que M. Choukry avait souligné la nécessité de reprendre le cours des négociations dès que possible, dans le but de parvenir à un accord juridique contraignant sur

le remplissage et l'exploitation du barrage, afin de servir les intérêts des trois pays concernés.

M. Blinken a ensuite insisté sur la nécessité de retirer les forces étrangères et les mercenaires de Libye et a salué le rôle du Caire sur cette question. Il a en outre mis l'accent sur l'importance de tenir les élections libyennes à la date prévue, en décembre prochain.

Selon M. Hafez, la réunion portait également sur un certain nombre de questions internationales et régionales d'intérêt commun, notamment l'état d'urgence au Soudan, les derniers développements en Palestine et les efforts continus de l'Égypte pour relancer le processus de paix.

Le ministre émirati des Affaires étrangères s'entretient avec Bachar al-Assad à Damas

Mardi, le ministre des Affaires étrangères des Émirats arabes unis (EAU) s'est entretenu avec le président Bachar al-Assad, selon les médias officiels syriens. Le cheikh Abdallah ben Zayed est le premier haut responsable émirati à se rendre en Syrie depuis le début de la guerre, il y a dix ans.

«Le président al-Assad a reçu le ministre émirati des Affaires étrangères, Abdallah ben Zayed», ainsi que la délégation qui l'accompagnait, a rapporté l'agence de presse officielle Sana. «Lors de la réunion, ils ont discuté des relations bilatérales entre les deux pays frères et des manières de renforcer la coopération dans différents secteurs d'intérêt commun», a-t-elle ajouté.

Les EAU ont rompu les liens avec la Syrie en février 2012 après que des manifestations réclamant un changement de régime ont dégénéré en une guerre totale. Cependant, en décembre 2018, les EAU ont rouvert leur ambassade à Damas, et le pays du Golfe a appelé la Syrie à réintégrer la Ligue arabe en mars.

AFGHANISTAN:

L'émissaire américain rencontrera les talibans au Pakistan jeudi

Le nouvel émissaire américain pour l'Afghanistan, Thomas West, doit rencontrer jeudi au Pakistan le ministre taliban des Affaires étrangères, Amir Khan Muttaqi, avec des diplomates chinois et russes, ont annoncé mercredi des responsables pakistanais et américains.

Les entretiens de cette "troïka plus" auront lieu à Islamabad, a précisé un responsable pakistanais sous couvert d'anonymat. Il s'agira du premier déplacement de M. West dans la région depuis sa nomination à la place de Zalmay Khalilzad, en place l'été dernier lors du retrait américain qui a précipité le retour au pouvoir des talibans.

M. West, qui a pris ses fonctions en octobre, prévoit également de se rendre en Russie et en Inde,

selon Washington. «Avec nos partenaires, nous allons continuer à préciser ce que nous attendons des talibans comme de n'importe quel futur gouvernement en Afghanistan», avait déclaré lundi à la presse le porte-parole du département d'Etat, Ned Price.

Selon le responsable pakistanais, la rencontre d'Islamabad visera d'abord à «trouver les moyens d'empêcher une crise humanitaire» en Afghanistan, et favoriser un élargissement du gouvernement afghan à d'autres tendances que les talibans qui le composent aujourd'hui exclusivement.

L'ONU a, de nombreuses reprises, averti ces dernières semaines que l'Afghanistan était au bord d'une très grave crise humanitaire, la moitié de



sa population risquant de se retrouver à court de nourriture et de devoir choisir entre la faim et l'exil, à l'abord d'un très rude hiver.

M. West, qui se trouvait cette semaine à Bruxelles pour discuter de l'Afghanistan avec des responsables de l'Otan, a souligné que les talibans s'étaient «très clairement» prononcés pour un retour de l'aide internationale

à leur pays, une normalisation de leurs relations avec l'étranger et la levée des sanctions internationales qui les frappent.

Il s'est également dit inquiet de la récente série d'attaques sanglantes de la branche afghane du groupe jihadiste Etat islamique (EI-K), assurant que Washington souhaitait «que les talibans réussissent» face à ces rivaux violents.

TUNISIE:

Une crise de déchets dégénère à Sfax, un mort

Une crise de déchets dans la région de Sfax en Tunisie a dégénéré mardi après la mort d'un homme asphyxié par des gaz lacrymogènes tirés lors de la dispersion d'une manifestation contre la réouverture d'une décharge.

L'homme, âgé de 35 ans, est décédé avant l'aube à Aguerreb, une ville de la région de Sfax dans le centre-est du pays, a-t-on appris de source hospitalière et auprès de sa famille

Cette région connaît ces dernières semaines des mouvements de protestations contre les déchets envahissant les rues et les trottoirs,

et menaçant la santé des habitants. «Abderrazek Lacheheb a été transféré à l'hôpital d'Aguereb pour asphyxie», a affirmé à l'AFP un responsable de l'établissement. «Il est arrivé vivant mais après des tirs massifs de gaz lacrymogènes devant l'hôpital (pour disperser des manifestants), il est mort (...). C'est la police qui l'a tué», a déclaré son cousin, Houcine Lacheheb.

Selon un correspondant de l'AFP sur place, les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants qui lançaient des pierres dans leur direction.

Le parquet a ouvert une enquête

pour déterminer les raisons de ce décès.

Mais le porte-parole du ministère de l'Intérieur a démenti que l'homme ait été blessé par des tirs de gaz lacrymogènes. «L'homme a eu un problème de santé loin des protestations, son hospitalisation et sa mort n'ont rien à voir avec ce qui s'est passé», a-t-il dit à l'AFP. Les protestations ont repris dans la journée à Aguerreb et des manifestants ont incendié un poste de la garde nationale (gendarmerie), selon le porte-parole Yasser Mesbah.

«Intervention sauvage» Ces troubles interviennent dans un contexte politique tendu après

le coup de force du président Kais Saied qui a invoqué en juillet un «péril imminent» pour s'arroger les pleins pouvoirs -exécutif, législatif et judiciaire.

Dans un communiqué, la puissante centrale syndicale (UGTT) a annoncé une grève générale mercredi dans les secteurs public et privé à Aguerreb pour dénoncer «l'intervention sauvage des agents de sécurité».

Ce syndicat, qui entretient une relation fraîche avec M. Saied depuis son coup de force, a condamné «des affrontements sanglants opposant des forces de la sécurité lourdement armées (...) à des habitants sans défense».

Les Verts comme un poisson dans l'eau au Cairo Stadium

Les Verts ont foulé hier soir pour la 2e fois la pelouse du Cairo Stadium, pour une 2e séance d'entraînement de suite depuis leur arrivée en Egypte.

La séance d'hier a débuté à 16h (heure algérienne, 17h heure locale), les hommes de Belmadi qui avaient refoulé la veille dès leur arrivée au Caire la pelouse de l'inoubliable Cairo Stadium pour une légère séance ont donc eu droit hier à une séance pleine qui a duré plus de 2h. Le coach national a même accordé une autorisation pour quelques curieux qui ont pu assister au début de la séance de loin, des supporters ont ainsi pu profiter de ce feu vert pour suivre les 10 premières minutes de l'entraînement du virage nord du célèbre stade cairote. L'EN bénéficie de ce fait des meilleures conditions de

préparation possibles au Caire, avec notamment ces séances programmées sur le terrain principal du stade qui accueillera le match de vendredi, des facilités mise à la disposition de l'EN par la Fédération égyptienne de football, ce qui renforcera à coup sûr les relations entre les deux fédérations, on se souvient d'ailleurs du déplacement effectué par Amara au Caire où il a eu une visite aux installations d'El "Djabalaya" sans oublier les pourparlers qui ont eu lieu à Doha en marge du tirage au sort de la coupe arabe des nations, une première pour CEA en tant que président de la FAF. Une chose est sûre, cette virée au Caire intervient au bon moment pour l'EN qui attaque une semaine décisive dans des conditions parfaites, aussi bien sur le plan logistique que psychologique.



Algérie-Burkina Faso :

14.000 spectateurs autorisé, le certificat de vaccination exigé

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a donné son accord pour la présence de 14.000 spectateurs, à condition de présenter «un certificat de vaccination» pour le match Algérie-Burkina Faso prévu mardi 16 novembre au stade Mustapha Tchaker de Blida, comptant pour les deux dernières journées du deuxième tour des qualifications à la Coupe du monde 2022.

«Dans le cadre de la mise en œuvre au titre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus Covid-19 en attendant la mise en place du pass sanitaire en



vue d'accéder à certains espaces publics et à l'effet d'encourager la dynamique de vaccination, les pouvoirs publics ont décidé d'exiger, dans la perspective d'ouvrir les enceintes sportives aux spectateurs, la présentation

d'un certificat de vaccination comme condition d'accès à ces infrastructures au moment de l'acquisition du billet ainsi qu'au moment de l'accès aux stades», indique un communiqué des services du Premier ministre.

«C'est ainsi qu'à l'occasion du déroulement du prochain match de l'équipe nationale et suite à l'accord donné pour permettre à 14.000 spectateurs d'assister à cette rencontre, le public intéressé est informé de la mise en œuvre de cette mesure, qui sera également applicable aux autres manifestations sportives avec des jauges adaptées à la capacité de chaque enceinte sportive», précise la même source.

La Confédération africaine de football (CAF) a donné son accord pour l'entrée aux tribunes de 14.000 spectateurs pour le match Algérie-Burkina Faso, prévu le mardi 16 novembre 2021 au stade Mustapha Tchaker de

Blida (17h00), comptant pour la 6ème et dernière journée du groupe A des éliminatoires de la Coupe du monde 2022.

La sélection algérienne de football a effectué, lundi en soirée, sa première séance d'entraînement au stade Cairo Stadium, en présence de tout l'effectif retenu pour préparer les deux prochains matchs contre respectivement Djibouti, le vendredi 12 novembre (14h00, heure algérienne) au Caire, et Burkina Faso, le mardi 16 novembre (17h00) au stade Mustapha Tchaker de Blida, comptant pour les deux dernières journées du deuxième tour des qualifications à la Coupe du monde 2022.

Décès de la légende de la boxe algérienne Loucif Hamani

Loucif Hamani a perdu son dernier combat, ce mardi 09 novembre 2021, après une longue bataille contre la maladie.

Considéré comme l'un des plus grands boxeurs de l'histoire du pays, le natif du village d'Igoufraf dans la wilaya de Tizi-Ouzou nous a quitté à l'âge de 71 ans.

Ayant donné ses lettres de noblesse à la boxe algérienne à la fin des années 1970, Loucif Hamani a décroché le titre de champion d'Afrique des Super Velters ABU en 1976 et 1977.

En cette douloureuse circonstance, la rédaction de DZfoot présente ses condoléances à la famille du défunt et à ses proches, tout en compatissant à leur peine. À Dieu nous appartenons et à lui nous retournons.



Affaire de la sextape, la grosse annonce de Le Graët sur Benzema

Malgré 10 mois de prison avec sursis requis contre lui dans l'affaire de la sextape, Benzema ne sera pas sanctionné par la FFF en cas de condamnation.

Les temps ont bien changé en l'espace de six mois. Persona non grata du football français depuis 2016 et la mise en lumière de l'affaire de la sextape, Karim Benzema a fait amende honorable auprès de Didier Deschamps et a pu regagner ses galons d'international et de titulaire chez les Bleus.

Un Euro 2020 et une Ligue des Nations remportée plus tard, l'attaquant du Real Madrid est redevenu un pion essentiel avec l'équipe de France.

Sauf que l'affaire de la sextape a refait surface avec l'ouverture du procès au Tribunal de Versailles, à la fin octobre. Des auditions, auxquelles le Madrilène n'a pas participé physiquement, qui ont débouché sur dix mois de prison requis contre Benzema, avant le jugement qui aura lieu le 24 novembre prochain.

Benzema rassuré ?

De quoi remettre une nouvelle fois en cause sa présence dans le groupe de Didier Deschamps pour les échéances de 2022 et donc la Coupe du Monde au Qatar ? En cette trêve internationale de novembre, Noël Le Graët a pris position dans cette histoire, et on est bien loin de celle d'il y a encore quelques mois.

« Le sélectionneur restera toujours responsable de sa sélection, et Benzema ne sera pas exclu par rapport à une éventuelle sanction judiciaire. Même s'il écope d'une peine de prison avec sursis, il lui reste la possibilité de faire appel d'une condamnation. Donc sa convocation, ou pas, dans les mois prochains ne sera pas liée à ce jugement », a assuré le président de la FFF dans une interview pour Le Parisien.

La patate chaude désormais entre les mains de Didier Deschamps, Karim Benzema peut malgré tout voir l'avenir avec sérénité : il y a peu de chance que son rôle en équipe de France soit une nouvelle fois remis en cause, comme ce fut le cas il y a cinq ans.



PSG, Kheira Hamraoui agressée, Aminata Diallo en garde à vue



La Police Judiciaire de Versailles a placé en garde à vue Diallo pour une agression en pleine rue de l'une de ses coéquipières, Kheira Hamraoui.

Mardi soir, les joueuses du PSG ont frappé un grand coup sur la scène européenne, en étrillant le Real Madrid (4-0) pour leur troisième match de groupe en Ligue des Champions. Une performance XXL qui a fait la fierté du club parisien, ce mercredi, avant qu'une sombre histoire ne vient tout gâcher.

Au lendemain de cette victoire, Aminata Diallo a eu la surprise

de voir débarquer les enquêteurs de la brigade de répression du banditisme (BRB) de la police judiciaire de Versailles à son domicile. Ces derniers l'ont embarquée au poste et l'ont mise en garde à vue.

Pourquoi ? Tout simplement pour une histoire d'agression de l'une de ses coéquipières au PSG, Kheira Hamraoui. Cette dernière, absente pour le choc contre le Real Madrid, a été agressée en pleine rue, jeudi dernier, après un repas organisé par le PSG dans un restaurant au Bois de Boulogne.

Au moment de rentrer à son

domicile avec certaines de ses partenaires dont Diallo qui conduisait le véhicule, l'ancienne joueuse du FC Barcelone a été prise à partie par deux individus. Ces derniers ont réussi à l'extraire de la voiture et l'ont ensuite rouée de coups avec des barres de fer, comme le rapporte la cellule enquête de L'Equipe. Prise en charge par les secours et emmenée à l'hôpital, elle s'est vue poser des points au bras et aux jambes, d'où son absence mardi.

En interrogeant Aminata Diallo, le SRPJ de Versailles souhaite connaître le rôle potentiel joué

par la milieu dans l'agression d'Hamraoui puisque les individus cagoulés s'en sont seulement pris à l'ancienne Lyonnaise.

D'après des sources proches du dossier et citées par L'Equipe, la piste « d'une rivalité interne au sein du PSG » ne serait pas à exclure, les deux joueuses étant en concurrence que ce soit dans le club parisien ou en équipe de France...

Le communiqué du PSG :

«Le Paris Saint-Germain prend acte de la mise en garde à vue ce matin d'Aminata Diallo par le SRPJ de Versailles dans le cadre

de la procédure ouverte suite à une agression jeudi soir dernier à l'encontre de joueuses du Club. Le Paris Saint-Germain condamne avec la plus grande fermeté les violences commises. Depuis jeudi 4 novembre au soir, le Club a pris toutes les dispositions nécessaires pour garantir la santé, le bien-être et la sécurité de ses joueuses.

Le Paris Saint-Germain collabore avec le SRPJ de Versailles pour faire toute la lumière sur les faits. Le Club est attentif au déroulement de la procédure et étudiera les suites à y donner.»



Innovation :

Vertiia, un avion volant à zéro émission qui décollera dès 2024



Les propositions de véhicules aériens se sont multipliées ces dernières années. Parmi celles-ci, on trouve l'appareil conçu par le constructeur australien AMSL Aero. Dénommé « Vertiia », ce petit avion électrique peut fonctionner à la fois sur batterie et sur hydrogène. Il s'agit d'un VTOL, c'est-à-dire un avion capable d'atterrir et de décoller à la verticale, à la manière d'un hélicoptère. Il devrait être opérationnel en 2024 en tant qu'ambulance

aérienne. Vertiia a été développé par l'Université de Sydney et Mission Systems, une société spécialisée dans les véhicules autonomes. Le prototype est également soutenu par le gouvernement australien, qui a investi trois millions de dollars dans le projet. AMSL Aero a signé un accord avec la société CareFlight, une organisation caritative qui propose des services aéromédicaux. Grâce à sa capacité d'atterrir et de décoller dans des endroits confinés et à sa grande vitesse

de déplacement, Vertiia devrait être utilisé comme ambulance volante capable d'atteindre rapidement des endroits lointains et inaccessibles en Australie.

Une ambulance volant à 300 km/h

Le VTOL est équipé de huit rotors électriques, couplés à deux arbres extérieurs en fibre de carbone. Le premier arbre est positionné à l'arrière de la cabine et l'autre à l'avant, avec chacun quatre rotors. Cette conception permet au Vertiia de décoller et d'atterrir verticalement. Une fois une hauteur suffisante atteinte, il passe en mode vol et les rotors changent de position. Ses constructeurs indiquent que le fait d'avoir huit moteurs permet à l'appareil de garantir une plus grande fiabilité, car il pourra continuer à voler en cas de panne d'un des moteurs. AMSL Aero annonce une vitesse de déplacement de 300 km/h en mode vol. Bien que le véhicule soit actuellement

présenté avec un pilote, l'objectif à terme est d'offrir un véhicule autonome, capable de se rendre automatiquement sur les lieux d'un incident.

Une autonomie multipliée par 4

Lors de sa présentation en novembre 2020, le premier prototype de Vertiia n'était capable de voler que sur une distance de 250 km sur batteries. La société AMSL Aero a cependant annoncé que le véhicule serait désormais capable de voler sur une distance de 1.000 km grâce à des piles à combustible à hydrogène. Cette nouvelle version peut transporter un pilote et quatre passagers, pour une masse totale transportable de 500 kg. La pandémie a retardé le déploiement de l'appareil, mais son développement continue. À l'heure actuelle, AMSL Aero espère commencer la production du VTOL en 2024.

En Bref...



Doté d'une nouvelle technique d'écriture au laser dite 5D, ce disque de verre de la taille d'un CD pourrait contenir jusqu'à 500 To de données et durer près de 14 milliards d'années.

On se souvient des fameux disques optiques (CD, DVD, Blu-ray...) et leur durée de vie très optimiste lors de leur sortie. Face à l'épreuve du temps, la réalité montre que la conservation des données sur ces supports est assez aléatoire. C'est pourquoi les labos cherchent des solutions pour conserver d'importants volumes de données le plus longtemps possible. Différentes techniques ont été envisagées, en cumulant les dimensions pour augmenter la densité.

Celle imaginée par les chercheurs de l'Université de Southampton au Royaume-Uni pourrait permettre de graver sur un seul disque en verre de la taille d'un CD, 500 téraoctets de données. Une densité 10.000 fois plus dense que ce que peuvent proposer les Blu-Ray. Cette capacité pourrait permettre de stocker l'équivalent de 125.000.000 de photos. Ce n'est pas tout, puisque le support de stockage serait durable, voire éternel. Il pourrait résister à des températures allant jusqu'à 1.000 degrés, mais surtout sa longévité serait de 13,8 milliards d'années sans dégradation, s'il est conservé dans de bonnes conditions. Lent mais durable

Pour parvenir à ces prouesses et augmenter autant la densité, le laboratoire a misé sur l'écriture de cellules de stockage reposant sur des nanostructures. L'équipe parle de structures écrites au laser en cinq dimensions (5D). On trouve ainsi deux dimensions optiques et trois autres spatiales. Pour leur test, les scientifiques ont utilisé cette méthode pour enregistrer 6 Go de données dans un échantillon de verre de silice d'un pouce. L'inconvénient est que, côté vitesse d'écriture, le laser plafonne à 230 ko/s. Ce n'est pas rapide mais puisqu'il s'agit de stockage de longue durée, la vitesse de gravure n'est pas forcément une priorité. Il faudrait ainsi environ 60 jours pour enregistrer ces 500 To de données. Ceci dit, l'équipe planche maintenant sur l'augmentation de cette vitesse.

Jeux vidéo :

Les prochains jeux d'Ubisoft pourraient bien exploiter la technologie de la blockchain

Depuis le durcissement des législations entourant les loot boxes, Ubisoft cherche de nouvelles façons de monétiser son contenu et il semblerait que la société ait déjà trouvé son nouveau cheval de bataille. L'entreprise souhaite en effet explorer l'intégration de la technologie blockchain dans ses futurs jeux. Cela prendra notamment la forme de nouvelles façons de jouer avec le « play-to-earn », qui permettra aux joueurs de gagner des cryptomonnaies ou des NFT en jouant à des jeux Ubisoft.

« Comme vous pouvez le voir, cette industrie évolue régulièrement, avec beaucoup de nouvelles révolutions qui se produisent. Nous considérons que la blockchain est l'une de ces révolutions. Elle

impliquera davantage de play-to-earn, ce qui permettra aux joueurs de gagner du contenu et de posséder du contenu. Nous pensons que cela va considérablement développer l'industrie », a déclaré le PDG d'Ubisoft Yves Guillemot lors d'une conférence téléphonique sur les résultats de l'entreprise. Ubisoft veut être un des pionniers de ce type de consommation

Le PDG a ajouté qu'Ubisoft est déjà activement engagé dans ce processus d'intégration de la blockchain à leurs productions : « Nous avons donc travaillé avec de nombreuses petites entreprises qui utilisent la blockchain, et nous commençons à avoir un bon savoir-faire sur la façon dont nous pouvons avoir un impact sur l'industrie. Nous voulons



être l'un des principaux acteurs dans ce domaine. »

La blockchain et les NFT suscitent beaucoup de débats et de controverses actuellement dans le monde des jeux vidéo. Si Steam a officiellement interdit il y a peu les jeux basés sur la blockchain et les NFT sur sa plateforme, Epic Games

se montre plus accueillant. Malgré tout, le PDG Tim Sweeney reste sceptique vis-à-vis de leur pertinence : « Tout le domaine est actuellement empêtré dans un mélange interactif d'escroqueries, de fondations technologiques décentralisées intéressantes et d'escroqueries. »



Pourquoi il faut toujours penser à fermer la lunette des toilettes

Laisser les couvercles des toilettes ouverts après la chasse d'eau peut disperser les gouttelettes contaminées au-delà d'un mètre et rester dans l'air pendant 30 minutes met en garde une récente étude. Face au Covid-19, il faut faire attention à tout. Même lors d'un passage qui peut sembler anodin au petit coin. Selon une revue mondiale des risques de transmission bactérienne et virale dans les toilettes publiques, il est fortement déconseillé de laisser ouvert l'abattant des toilettes après avoir tiré la chasse. En effet, cette négligence aurait pour conséquence de disperser des gouttelettes contaminées au-delà d'un mètre. Ces dernières pourraient ainsi rester en suspension dans l'air pendant 30 minutes. De plus, les poubelles non couvertes dans les toilettes publiques sont également signalées comme un risque, surtout si elles sont situées sous ou à proximité



de sèche-mains électriques.

Des chercheurs de l'ANU et de l'Université d'Australie-Méridionale ont évalué 38 études différentes de 13 pays qui ont étudié le risque de transmission de maladies infectieuses dans les toilettes publiques. Leurs découvertes ont été publiées dans Science of the Total Environment. Une chasse d'eau des toilettes avec le couvercle

ouvert, le lavage ou le séchage des mains inefficaces, le mauvais nettoyage des surfaces, les drains bouchés et les poubelles découvertes pourraient donc contribuer à la présence de nombreuses bactéries et virus dans les toilettes. Que faut-il en conclure ?

Les résultats ont montré des preuves généralisées de surfaces contaminées comme cause de transmission fécale-orale,

mais aucun cas documenté de transmission de maladies infectieuses par voie aérienne. Un large éventail de bactéries intestinales, cutanées et du sol et de virus respiratoires ont été identifiés dans les toilettes publiques, posant des risques de transmission. «Certaines personnes se sont inquiétées d'utiliser les toilettes publiques pendant la pandémie, mais si vous minimisez votre temps dans la salle de bain, lavez et séchez-vous les mains correctement, et n'utilisez pas votre téléphone portable, ne mangez pas ou ne buvez pas, alors les risques devraient être faibles, surtout si la salle de bain est bien entretenue», explique le professeur Erica Donner, co-auteur de l'étude. Et d'ajouter : «Bien qu'il existe des preuves limitées de la transmission du COVID-19 via les toilettes publiques, elles regorgent de bactéries, en particulier celles qui sont utilisées fréquemment et qui ne sont pas nettoyées correctement».

«Aucune preuve de transmission aérienne d'agents pathogènes intestinaux» Six études ont examiné la dispersion bactérienne dans les toilettes publiques, montrant que les sècheurs à jet d'air peuvent potentiellement répandre des gouttelettes jusqu'à trois mètres, et que les chasses d'eau des toilettes répandent des particules jusqu'à 1,5 mètre et restent dans l'air pendant plus de 30 minutes. «Bien qu'il existe un risque potentiel de propagation d'aérosols provenant de la chasse d'eau des toilettes et du séchage des mains, nous n'avons trouvé aucune preuve de transmission aérienne d'agents pathogènes intestinaux ou respiratoires dans les toilettes publiques dans la littérature que nous avons examinée. Cependant, il ne fait aucun doute qu'un lavage minutieux et un séchage efficace des mains sont essentiels pour arrêter la propagation des maladies», recommande la scientifique.

ALLAITEMENT :

Malgré la compréhension du concept de pleine conscience, les gens l'appliquent de manière incorrecte

La pleine conscience, c'est la capacité de porter attention au moment présent, et donc à la manière dont nous réagissons spontanément à une situation stressante. Mais pas seulement, rappelle une récente étude qui souligne que cette pratique n'est pas toujours adoptée correctement par ses adeptes. Que signifie la pleine conscience pour vous ? S'agit-il d'être conscient de ce qui se présente à vous sans distraction ? En réalité, la pleine conscience consiste à la fois à accepter mais aussi à relever les défis de la vie, à s'engager dans tout ce qui se présente à nous. Mais une récente étude montre que ses adeptes ont tendance à ne pas adopter cette dernière partie du concept et donc à mal la pratiquer. L'étude menée par des chercheurs de l'Université de Waterloo et publiée dans la revue « Clinical

Psychology Review » affirme en effet que la plupart des adeptes confondent « pleine conscience » et « acceptation passive » des problèmes pour espérer réduire leur stress et les troubles de santé associés.

« La compréhension scientifique de la pleine conscience va au-delà du simple soulagement du stress et exige une volonté de s'engager avec les facteurs de stress. », souligne le Pr Igor Grossmann, auteur de l'étude. « C'est, en fait, l'engagement avec les facteurs de stress qui aboutit finalement à un soulagement du stress. Plus précisément, la pleine conscience comprend deux dimensions principales : la conscience et l'acceptation. » La pleine conscience s'inspire de la pratique religieuse bouddhiste et est utilisée dans les pays occidentaux depuis les années 1970 dans le cadre de la psychiatrie et de la psychologie car il a été démontré qu'il

aidait à réduire la dépression, le stress et l'anxiété. « Le public ne joint pas le geste à la parole » En termes de compréhension de la pleine conscience par les gens qui souhaitent adopter ce concept au quotidien, la partie « conscience » serait bien comprise : faire le point sur ce qui nous entoure et sur tous les problèmes potentiels qui se présentent à nous. Mais l'équipe scientifique a découvert que les personnes ont tendance à utiliser la pleine conscience en confondant acceptation avec passivité. A l'inverse, pour profiter des bienfaits de la pleine conscience, les chercheurs invitent à s'engager pleinement dans les expériences vécues et trouver des solutions et des réponses à son environnement, « quelque chose dont nous sommes conscients, mais que nous ne faisons pas tout simplement. », notent-ils.

Pour en venir à cette conclusion, ces derniers ont examiné 145 études, couvrant au total 41 966 participants ayant répondu à un questionnaire sur leur définition personnelle de la pleine conscience. Le but étant de déterminer si toutes les facettes de la pleine conscience étaient connues et appliquées par ce public. Il s'avère que le concept n'est pas adopté dans sa globalité ni de manière uniforme selon les participants. Selon

eux, « bien que nous ayons constaté que les gens semblent comprendre conceptuellement que la pleine conscience implique un engagement, le public ne joint pas le geste à la parole. Les profanes peuvent comprendre ce qu'est la prise de conscience, mais l'étape suivante, l'acceptation, n'est pas bien comprise, ce qui limite le potentiel d'engagement face aux problèmes. »





Abeilles : Les accueillir au jardin

Les abeilles ont besoin de votre aide ! Menacées d'extinction, elles sont de moins en moins nombreuses, pourtant elles jouent un rôle primordial pour la survie des végétaux et la biodiversité. Découvrez tous nos conseils pour les attirer et les accueillir dans votre jardin et ainsi contribuer à protéger ces précieux pollinisateurs.

Les abeilles sont essentielles : sans elles, certaines fleurs ne pourraient pas se reproduire. Les végétaux ont besoin à la fois d'abeilles domestiques - qui vivent en colonie dans des ruches - et d'abeilles sauvages : ces dernières sont les plus menacées et assurent la plus grande partie de la pollinisation.

Comment faire venir les abeilles au jardin ?

Les abeilles, lorsqu'elles viennent butiner, sont à la recherche de plusieurs ingrédients nécessaires à leur survie : le nectar et le pollen. Pour recevoir la visite d'un maximum d'espèces d'abeilles, il faudra choisir des fleurs de formes et de couleurs différentes.

Sélectionnez des fleurs qui s'épanouissent à différentes époques. Une floraison étalée permettra de recevoir les abeilles du début du printemps à la fin de l'automne.

Aménagez un point d'eau à proximité de vos fleurs pour qu'elles puissent se désaltérer.

Ces insectes sont attirés par le parfum des fleurs mais aussi par leur couleur. Voici celles qu'elles affectionnent en particulier : le bleu, le violet et le jaune.

Laissez dans votre jardin un coin à l'état naturel : les abeilles aiment le désordre : la boue, les souches d'arbres et les feuilles mortes sont autant de refuges possibles où elles trouvent un peu de repos. Elles raffolent également des fleurs sauvages qui poussent dans la pelouse : ne tondez pas trop votre gazon !

Bannissez les pesticides, les insecticides et les produits chimiques.

Quelles fleurs semer pour attirer les abeilles ?

Les abeilles sont attirées par les plantes mellifères (également appelées nectarifères), qui produisent du nectar, du pollen mais aussi du propolis ou du miellat (qui se trouve essentiellement dans les arbres). Plus les parfums, les espèces et les couleurs seront variés, plus vous aurez de visiteuses butineuses. Voici comment choisir les meilleures combinaisons de végétaux :

Les fleurs indigènes et sauvages, qui poussent naturellement à un endroit sont souvent les plus adaptées. Elles aiment les pissenlits, les trèfles blancs, les pâquerettes, les pavots...

Pour un grand massif fleuri, le choix est vaste, vous pouvez privilégier ces fleurs que les

abeilles affectionnent surtout : la lavande, les dahlias, les jacinthes, les soucis, les tournesols, les pois de senteur, les digitales, les scabieuses...

Le potager peut aussi être un lieu d'accueil pour les abeilles, qui aiment les fleurs de courgettes, de citrouilles, de fraises ou de melons.

Si vous possédez une ruche, certaines plantes permettront aux abeilles domestiques de produire des miels délicieux aux goûts variés : la lavande, le thym, le tilleul, la bruyère, le tamaris, la coriandre.

D'autres plantes aromatiques présentent des fleurs mellifères : la sauge, le romarin, la menthe, la mélisse...

Sur un balcon en ville, vous pouvez également offrir une halte aux abeilles, en ajoutant un point d'eau et privilégiant des espèces en pot : le népéta, les plantes aromatiques, la lavande, des espèces naines d'agastaches par exemple...

Vous bénéficiez d'un grand espace au sol et souhaitez aider les abeilles, sans avoir à réfléchir à quelles plantes sélectionner ? La plupart des jardineries vendent des sachets de prairie fleurie mellifère. Elles pousseront facilement, donneront un aspect champêtre à votre espace et attireront à coup sûr les abeilles mais aussi d'autres insectes pollinisateurs.

Sur les terrains plus grands, certains arbres sont aussi les



alliés des abeilles : l'érable champêtre, le châtaignier, le pommier, le merisier, le poirier, le tilleul.

N'hésitez pas à ajouter à votre jardin quelques fleurs d'hiver, qui produiront encore du pollen aux premiers jours du printemps quand les abeilles sauvages reprennent leur activité, même s'il fait encore froid, comme les hellébores ou les perce-neiges.

Quel abri choisir pour héberger les abeilles ?

Pour soutenir les abeilles solitaires qui ne vivent pas en ruche, vous pouvez en plus du couvert leur fournir le gîte. Sans un endroit agréable où séjourner, elles visiteront votre jardin mais n'y resteront pas. Attention toutefois à prendre quelques précautions d'usage : une abeille menacée peut piquer et cela peut avoir des conséquences chez les personnages allergiques. Lorsqu'elles forment un essaim au printemps, ne vous approchez pas mais ne le détruisez pas non plus : c'est interdit. Vous pouvez éventuellement proposer à un api-

culteur de le récupérer.

Les abeilles sauvages apprécient les tanières comme le bois naturel, les souches d'arbres, les herbes hautes. Elles aiment également s'abriter dans des tiges creuses, comme celles du sureau, du buddleia ou du framboisier.

Vous pouvez leur proposer un «hôtel» : soit en le fabriquant, soit en l'achetant déjà construit dans une jardinerie.

Construisez-le à partir d'une bûche, en y perçant des trous de diamètres différents, environ 5 à 10mm et sans transpercer complètement la bûche.

Vous pouvez aussi créer des tubes à partir de tiges creuses de bambou ou de sureau.

Placez le refuge à proximité des fleurs, dans un espace orienté au sud et un peu en hauteur.

Vous pouvez également faire le choix d'installer une ruche pour récolter votre propre miel. C'est assez facile à réaliser mais il faut s'informer et se préparer en amont.

Vous n'appliquez pas votre mascara de la bonne façon : voici pourquoi

Le saviez-vous ? Il existe en réalité une vraie technique pour mettre son mascara au quotidien, et ça n'est pas du tout celle que vous connaissez. Découvrez le bon geste à faire !

Chaque matin, vous réalisez la même gestuelle pour appliquer votre mascara : vous passez doucement le goupillon sur vos cils, de bas en haut, parfois à plusieurs reprises pour un effet XXL. Si vous suivez nos conseils, vous savez aussi qu'il faut éviter de faire des va-et-vient dans son tube de mascara pour éviter de l'assécher, ou bien qu'il ne faut absolument jamais essayer de recourber ses cils

APRÈS la pose, au risque de... tout arracher. Mais pourtant, il existe une vraie technique pour mettre son mascara de la bonne façon. Comment a-t-on pu passer à côté ?

Comment bien appliquer son mascara ?

C'est une vidéo postée sur le très réputé réseau social Tik Tok, qui fourmille d'astuces beauté en tout genres comme utiliser de l'eau de mer pour lutter contre l'acné ou encore la vraie bonne technique pour se raser les jambes, qui s'est répandue comme une trainée de poudre partout sur le web. La jeune fille qui y apparaît, prénommée Lina, dévoile sa méthode d'application de

mascara pour s'assurer des cils incroyables : le Zick Zack.

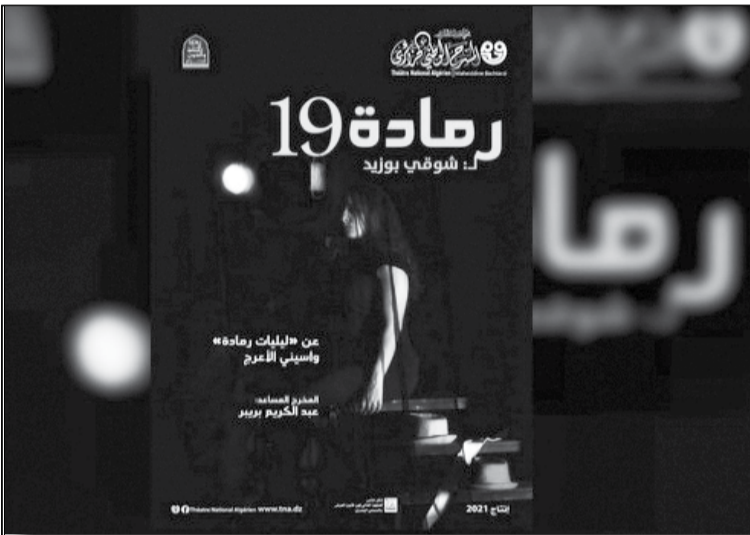
Il s'agit d'appliquer la matière en plusieurs étapes. Tout d'abord, la jeune pro étire la paupière vers l'extérieur puis brosse horizontalement et à plusieurs reprises ses cils avec le goupillon tenu à la verticale afin d'atteindre l'intégralité des cils et bien les couvrir de matière. Elle applique ensuite de façon classique son mascara, en insistant bien sur la base des cils pour plus d'intensité. Elle termine en «frottant» l'extrémité des cils pour bien les décoller et éviter les paquets qui alourdissent le regard. Et le résultat est... épatant.





Théâtre

«Ramada 19», une tragédie qui explore l'individu et met à nu les travers de la société



La générale de la pièce de théâtre «Ramada 19», une tragédie qui explore l'individu et met à nu les travers de la société, a été présentée mardi à Alger, devant un public nombreux, astreint au strict respect des mesures sanitaires préventives contre la propagation du Coronavirus.

Accueilli au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), le spectacle a été mis en scène, dans une conception composée, par Chawki Bouzid, sur un texte

adapté par le poète et romancier Abderrezak Boukebba, du roman «Leyliyet Ramada» de l'universitaire, écrivain et critique littéraire, Waciny Laredj. L'astreinte au confinement causée par la pandémie de la Covid 19 étant toujours de rigueur, cinq personnages d'une même famille, représentant un microcosme social, gravitent autour de «Ramada», personnage principal controversé, campé par Asma Cheikh, placé au centre de toutes les tourmentes, là où tous

les siens vont se croiser. L'oisiveté imposée par les impératifs conjoncturels liés à la nécessité sanitaire de s'isoler, va révéler, durant une heure de temps, l'égo de chacun et faire remonter à la surface, de vieilles questions restées en suspens avec toutes les contrariétés qu'elles avaient alors engendrées.

Ainsi et s'étant toujours sentie victime du conservatisme et de l'intolérance de son père et son grand père (rendus par Aymen Bensalah), Ramada (cendre) va tenter de rétablir ses droits, notamment celui de pouvoir enfin disposer de sa vie.

Mariée malgré elle par son père à Karim, (Mohamed El Khalil Djebbari), Ramada, dont le cœur est habité par Shadi (Bellal Belmadani), lui-même convoité par Micha (Fissa Mounira Rouibhi), ne sait pas, en fait, qu'elle a servi de contrepartie à un deal conclu entre son père et Karim, pour que ce dernier accepte de lui offrir sa sœur (personnage suggéré) en mariage.

Sur le terrain de la réflexion, les langues se délient et les conflits éclatent, passant en revue, dans des tons coléreux, différents concepts philosophiques tels, l'amour, la passion, le patronyme, la tolérance et la liberté, sous le regard du personnage de l'auteur, rendu par Wael Bouzida, qui modérait les interventions et veillait à ce que rien ne lui échappe.

A l'intérieur d'une zone de conflits délimitée par une bordure au milieu de la scène, le grand père révélant le contrat immoral conclu entre son fils et Karim, se fait tuer par ce dernier, qui à son tour, se fait poignarder par sa femme Ramada, consternée par ce qu'elle venait d'entendre.

Dans des atmosphères moroses créées par un éclairage assombrissant, les comédiens ont évolué avec des costumes et des ensembles à dominance noirâtre, dans une scénographie hautement symbolique, signée, Riad Segueni qui a suggéré notamment le marasme social engendré par les mesures de

confinement.

Fait de miroirs et d'escaliers de part et d'autre et au fond de la scène, le décor invite, en substance, à la nécessité d'assumer ses erreurs et la capacité de les affronter.

Illustrant judicieusement les moments forts de la trame, menée en Arabe littéraire, la bande son, œuvre de Fayçal Senouci, a bien soutenu le jeu des comédiens qui ont bien porté la densité du texte. Evoluant sur l'ensemble de l'espace scénique dans des échanges intenses, menés en vociférant, les comédiens auront ainsi usé du registre du théâtre de la cruauté pour garder le public en haleine jusqu'à la fin du spectacle.

En présence de Waciny Laredj qui a-il-déclaré, «bien apprécié le travail d'adaptation et celui de la mise en scène», le spectacle «Ramada 19», produit par le TNA, a été très applaudi par l'assistance.

Art contemporain africain :

Le plasticien Doff habite bien la Terre

Du fil de fer oxydé par le temps, des douilles de balles rongées par la rouille, des perles et colliers colorés, des morceaux de cartes mères d'ordinateurs hors d'usage, du tissu usé par la vie... L'artiste Doff, qui présente ses œuvres lors de l'exposition intitulée « Habiter la Terre » jusqu'au 20 novembre à la Galerie Art-Z à Paris, se nourrit des rebuts des sociétés humaines.

« Tout petit, j'allais dans les dépotoirs afin de trier le matériel avec lequel je fabriquais mes jouets. Depuis, j'ai opté pour la réutilisation des objets que tout le monde relègue au rang de déchets », précise le plasticien Appolinaire Guidimbaye qui a pris comme nom d'artiste Doff, « fou » en wolof, car « là d'où je viens, ce sont les fous qui passent du temps dans les dépotoirs ».

« Il ne s'interdit aucun tabou » Né en 1983, bercé dans son enfance par les musiciens Youssou N'Dour, Ismaël Lô ou Baaba Maal, il n'a pas hésité à opter pour un nom sénégalais, lui



dont les parents sont originaires du Logone oriental, tout au sud du Tchad, et qui est le dixième d'une fratrie de douze enfants. Le plasticien n'a pas fait d'école des beaux-arts, mais il s'est investi dans son art grâce à ce qu'il gagnait en qualité de décorateur de spectacles. Ses œuvres, entre peintures et

sculptures, sont singulières. « J'ai d'abord été décontenancé par ces créations, parfois dures, rugueuses, composées avec des matériaux a priori peu «séduisants». On a l'impression d'être face à des instantanés. Et Doff ne s'interdit aucun tabou : excision, guerre, exil... », souligne Olivier Sultan,

fondateur et directeur de la Galerie Art-Z.

Depuis une dizaine d'années, Doff s'est imposé comme un acteur incontournable de la scène artistique tchadienne. Un touche-à-tout qui n'hésite pas à embrasser la peinture, la sculpture, le design ou l'architecture et est influencé par Jean-Michel Basquiat et Pierre Soulages, maître du « noir lumière » à qui il voue une grande admiration.

« Doff est l'un des rares au Tchad à oser engager une démarche artistique pour raconter son pays, les maux et les traditions qui le structurent », note Pierre Muller, directeur délégué et attaché culturel à l'Institut français de Ouagadougou et précédemment à celui de N'Djamena pendant trois ans.

Combattant pacifique, l'artiste travaille sur les thèmes de la guerre, de l'environnement, des rapports Nord-Sud. « Doff raconte notamment l'histoire de son pays, la guerre, les violences à partir de matériaux récupérés auprès des forces

armées », mentionne Pierre Muller. « Je veux transmettre les valeurs écologiques à travers le recyclage que je pratique pour mes œuvres. Je veux dénoncer certains faits sociaux comme le gaspillage pour inciter au changement », insiste le plasticien.

« Tension fertile »

Doff n'oublie pas l'amour. Ses œuvres font une place particulière aux colliers de perles : portés par les garçons au moment de leur initiation, ils le sont également – et surtout – par les femmes dans leur vie de tous les jours. Ces bijoux élastiques plus ou moins fins portés autour des reins sont un élément essentiel de la parure de la beauté féminine en Afrique, « une arme de séduction massive » pour l'artiste.

C'est dans l'assemblage de matériaux « rudes » avec des perles et des fils de couleur que l'artiste se dévoile un peu plus. « Une tension fertile naît dans la juxtaposition de ces objets », conclut Olivier Sultan.



Niger

Quand Aïssa Maïga marche sur l'eau

Avec son film consacré à la question de l'accès à l'eau, l'actrice et réalisatrice a obtenu l'Étalon d'argent du documentaire lors du dernier Fespaco.

Le titre peut sembler christique. Mais dans ce film, si l'on marche sur l'eau, ce n'est pas comme le fit Jésus sur le lac de Tibériade, ainsi que le dit la Bible. Et nul besoin de miracle pour cela. Nous sommes dans le nord du Niger, dans le village de Tatiste, où les habitants souffrent de la sécheresse alors même qu'à quelques centaines de mètres de profondeur, sous leurs pieds, existe un vaste lac souterrain, immense réservoir d'eau invisible et jusque-là inaccessible.

Ce que *Marcher sur l'eau* raconte, c'est donc d'abord le combat des habitants de Tatiste, des Peuls Woodabes, pour obtenir, avec l'aide d'une ONG, le financement puis la construction d'un forage permettant de mettre enfin de l'eau à la disposition de la population et de ses troupeaux. Pour qu'il ne soit plus nécessaire aux jeunes du village de parcourir des kilomètres à pied afin de remplir des récipients du précieux liquide dans un puits lointain autour duquel se pressent de nombreux « concurrents » de toute la région, hommes et bêtes confondus. Avec la crainte permanente d'une catastrophe, autrement

dit de voir se rompre la corde fragilisée par l'usure retenant le seau qui remonte l'eau des profondeurs.

Il s'agit surtout de pouvoir en finir avec une situation qui oblige les jeunes « porteurs d'eau » à négliger l'école pour aider leur famille. Et leurs parents à émigrer une bonne partie de l'année dans les pays voisins – Nigeria ou Togo – pour subvenir aux besoins des leurs, l'économie locale étant ruinée.

Un témoignage simple et très parlant

Comme l'explique l'instituteur du village, qui parle à ses élèves du réchauffement climatique, il n'en a pas toujours été ainsi. Si les marigots sont aujourd'hui à sec, c'est parce qu'il n'y plus de précipitations que deux mois par an et donc plus de végétation pour retenir l'humidité. Autrefois, on pouvait compter sur des pluies, aussi rares soient-elles, quatre ou cinq mois par an. Et il n'y a pas de fatalité inexorable. Le forage tant attendu – l'eau jaillira avant la fin du film – sera réalisé, mais il restera à installer des canalisations et à planifier une reforestation de la région (la seule solution durable, au-delà de l'urgence) qui pourraient permettre à la population de revivre « normalement ».

Un tel sujet pourrait se prêter à un récit ultrapédagogique ou à des considérations



morales, donc conduire à un film lassant ou édifiant. Malgré quelques défauts – un esthétisme quelquefois trop recherché, des changements de rythme peu justifiés, des scènes appuyées –, le long-métrage évite presque entièrement les écueils du documentaire savant (fondé sur des considérations scientifiques), culpabilisant (la faute à qui ?) ou « à message » (voilà ce qu'il faut faire).

Un témoignage simple et très parlant plus qu'un plaidoyer roboratif. Ce qui est plus que louable pour un premier documentaire, œuvre d'une autrice comme Aïssa Maïga certes déjà vedette du grand écran mais plus habituée à être devant que derrière la caméra malgré deux courts métrages remarquables.

Cette réussite tient à deux choix forts et assumés. D'abord celui



de mettre devant l'objectif des personnes – essentiellement des femmes – plus que des problématiques, les premières incarnant les secondes par leurs actes et leurs discours au quotidien avec, dans le rôle principal, une adolescente de 14 ans, Houlaye, à laquelle on est amené à juste titre à s'attacher.

Loué par le public comme par la critique

Ensuite en refusant tout misérabilisme et en proposant de ce fait des images superbes et colorées d'une région et d'un pays présentés comme abritant des citoyens combattifs, pleins de vie, conservant la tête haute, plus que des victimes s'apitoyant sur leur sort.

Femme et actrice engagée sur plusieurs fronts – on se souvient de son récent ouvrage *Noire n'est pas mon métier* et de ses interventions dans le

sillage du mouvement MeToo –, concernée personnellement par le devenir du Sahel du fait de ses origines – un père malien et une mère sénégalaise –, Aïssa Maïga réussit d'autant plus à convaincre que son film n'est jamais ennuyeux et suscite souvent l'émotion.

Marcher sur l'eau a d'ailleurs déjà été loué par le public comme par la critique dans de nombreux festivals, à commencer par celui de Cannes (dans la section spéciale « Cinéma pour le climat ») et au Fespaco (où il vient de remporter l'Étalon d'argent du documentaire). Il aurait pu être judicieux de montrer ce bel ouvrage aux participants du dernier sommet international sur le climat de la COP26 à Glasgow.

Hammadi: " Il est Impératif de protéger l'artisanat contre le vol "

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hammadi a mis l'accent mardi à Alger sur l'impératif de «mettre en valeur et préserver l'artisanat», patrimoine culturel et civilisationnel de l'Algérie, afin de le préserver de la disparition et du vol.

Inaugurant la galerie Mohamed Lamdji à l'Agence nationale de l'artisanat traditionnel (Anart), en compagnie de la ministre de la Culture et des Arts, Wafa Chaâlal, à l'occasion de la Journée nationale de l'artisanat célébrée le 9 novembre, le ministre a salué «les efforts déployés par les artisans, ces créateurs et innovateurs, dans la préservation de ce patrimoine authentique», soulignant «l'impératif de mettre en



valeur les produits artisanaux et les protéger de la disparition, car constituant la culture et l'authenticité des Algériens».

Qualifiant cette galerie de «musée où sont réunies diverses pièces nées sous les doigts d'artisans qui opèrent avec dextérité et professionnalisme»,

le ministre a mis en évidence «le lien si étroit entre l'industrie artisanale, la culture et le tourisme».

Il faudrait, toutefois, œuvrer à la commercialisation des produits artisanaux qui sont de qualité et exposés dans plusieurs salons internationaux.



De son côté, la ministre de la Culture a jugé vital de «protéger le patrimoine culturel et artisanal en le classant au niveau national et mondial», rappelant les efforts consentis jusque-là pour le classement de la Chedda tlemcenienne au patrimoine de l'Unesco.

Un travail colossal est à pied

d'œuvre pour le classement d'autres habits traditionnels comme biens immatériels, sachant que l'Algérie recèle «une richesse culturelle et civilisationnelle qu'il faudra justement protéger contre le vol», a-t-elle soutenu.

Alec Baldwin réclame la présence de policiers sur les plateaux

Alec Baldwin pense avoir une solution pour éviter que le drame du tournage de *Rust* ne se reproduise : l'acteur veut qu'un officier de police soit présent sur le plateau de chaque film qui manipule des armes à feu, pour superviser leur utilisation. C'est en tout cas ce qu'il a réclamé dans un post sur Twitter et Instagram.

« Chaque plateau de cinéma ou de télévision qui utilise des armes, factices ou non, devrait avoir un officier de police sur le plateau, engagé par la production, pour contrôler spécifiquement la sécurité des armes », a-t-



il posté, presque trois semaines après le drame qui a endeuillé le tournage du western, au Nouveau-Mexique.

Pistes brouillées

Lorsqu'il a tiré avec le pistolet qui a accidentellement tué Halyna Hutchins, le 21 octobre dernier, Alec Baldwin pensait qu'il était « cold », un terme employé sur les plateaux de cinéma pour décrire une arme « sans danger », donc non chargée, ou chargée de balles à blanc. Alors qu'il répétait la scène, le coup est parti, abattant la directrice de la photographie. Deux des personnes responsables des armes à feu, l'armu-

rière Hannah Gutierrez-Reed, et l'assistant-réalisateur Dave Halls, ont été implicitement mis en cause dans l'incident. Mais l'enquête de police, plutôt discrète, n'a pour le moment en aucune manière donné de piste sur la thèse privilégiée par les autorités. L'avocat de l'armurière a de son côté laissé entendre qu'un sabotage intentionnel pouvait être à l'origine de cet accident mortel.

Reste à savoir si la présence d'un policier aurait pu changer quoi que ce soit à ce qui ressemble de toute façon à une erreur humaine.

Monaco :

La princesse Charlène est rentrée auprès de sa famille

Cela faisait plus de 8 mois que la princesse Charlène n'avait pas foulé le sol monégasque. Mais comme l'a annoncé Nice-Matin dans son édition de ce mardi, l'épouse du prince Albert II est enfin rentrée chez elle, auprès de leurs enfants, les jumeaux Jacques et Gabriella, 6 ans. Aucune déclaration officielle n'a accompagné son retour, la famille princière se contentant de quelques photos devant les marches du palais, peu après l'arrivée du jet privé de la princesse à Nice.

Sur les images, on peut voir

Charlène de Monaco, masquée, retrouver ses enfants et son mari, accompagnée d'un chien, qui lui a été offert après la mort de son précédent animal de compagnie en octobre dernier. Le nouvel animal s'appelle Khan et il s'est déjà fait deux amis : Jacques et Gabriella, qui ont joué avec lui dans la cour d'honneur.

Pas de problème ?

Le retour de Charlène de Monaco va-t-il mettre fin aux rumeurs sur des problèmes de couple avec Albert II ? Le prince avait démenti fermement

toute idée que leur relation bat de l'aile, alors même que le « séjour » de son épouse se prolongeait. Initialement partie en Afrique du Sud, son pays natal, en février dernier, elle aurait été obligée d'y rester après avoir contracté une infection ORL, nécessitant plusieurs opérations avant d'être de nouveau assez en forme pour voyager.

Le mois dernier, le prince Albert avait annoncé à *People* que sa femme était enfin guérie et qu'elle allait « bientôt » pouvoir rentrer chez elle. C'est désormais chose faite.



Bouleversé, Travis Scott va rembourser les festivaliers d'Astroworld

Travis Scott va sans doute avoir besoin de temps avant de remonter sur scène. Après l'accident mortel qui a coûté la vie à huit de ses fans, lors du festival Astroworld, le rappeur serait « trop perturbé » pour jouer, selon son entourage, cité par *Variety*, et il a donc annulé sa participation au Day N Vegas Festival, prévu pour le week-end prochain. L'artiste se serait également engagé à rembourser tous les festivaliers d'Astroworld, sans exception.

Après le drame, le rôle du rappeur et de ses producteurs au moment où la situation semblait devenir critique a été pointé du doigt. D'après le *Houston Chronicle*, les pompiers et la police ont déclaré un événement « d'accident de masse » dès 21h38, imposant que le concert prenne fin au plus vite. Malgré ça, Travis Scott est resté



sur scène jusqu'à la fin prévue de son set, c'est-à-dire 22h15. Pour autant, le responsable de la police de Houston a défendu la décision de ne pas annuler immédiatement le concert, affirmant qu'une fin trop abrupte aurait pu « provoquer une émeute ».

Et la drogue ?

L'enquête suit en tout cas son cours et les policiers cherchent

désormais à déterminer les circonstances précises de la mort des huit victimes. S'il semble clair, étant donné l'affluence, que les mouvements de foule sont en partie responsables, les autorités veulent également déterminer si la drogue n'a pas joué un rôle. Le *Wall Street Journal* cite une source proche de l'enquête, qui évoque la présence pendant le concert



de pilules de fentanyl, cet antidouleur puissant et mortel (qui a notamment provoqué l'overdose fatale du chanteur Prince). Rien ne prouve pour le moment que les décès soient liés à la consommation de drogue, mais la juge Lina Hidalgo, interrogée par CNN, estime que les rapports toxicologiques joueront « un rôle-clé » dans les

investigations. « Mais cela va prendre des semaines », a-t-elle annoncé.

En attendant, Travis Scott est déjà ciblé par une vingtaine de plaintes, si l'on en croit la chaîne américaine. Le rappeur a par ailleurs promis qu'il paierait les frais d'enterrement des huit victimes.

«Algeria startups challenge» décroche le prix « Westmed » à Rome

Algeria Startup «Challenge» porté par l'incubateur «lean-cubator» a décroché le prix Westmed à Rome, de la meilleure initiative d'accompagnement de l'innovation en aquaculture et en économie bleue au niveau de la Méditerranée occidentale, a-t-on appris auprès de ce programme.

L'équipe Lean-cubator a pris part à cet événement, organisé en marge de la conférence régionale «Westmed» qui a eu lieu mardi à Rome, pour présenter, devant un jury, leur



activité «Foodtech -Aquatech challenge» tenue dans le cadre de la troisième édition d'Algeria Startup Challenge.

Le jury était composé d'experts internationaux issus des 10 pays de la région, à savoir l'Italie, le Portugal, l'Espagne, Malte, la France, l'Algérie, la

Libye, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie.

Pour rappel, le programme «Foodtech Startup Challenge» s'est déroulé du 5 mars au 17 mai 2021 et a permis l'accompagnement de 24 startups algériennes dans le domaine de la biotechnologie en aquaculture, l'optimisation de l'utilisation des ressources halieutiques, l'aquaponie, les équipements et techniques de construction navale.

Avec la participation du Forum de l'innovation dans la sécurité alimentaire, le programme est

placé sous le parrainage du ministère de la pêche et des productions halieutiques et le ministère délégué auprès du Premier ministre en charge de l'économie de la connaissance et des startups.

L'Algérie étant considérée comme partenaire stratégique du Westmed initiative par l'entremise du ministère de la pêche et des productions halieutiques, cette initiative régionale est le résultat d'années de dialogue entre dix pays de la région de la Méditerranée occidentale

participants au «dialogue 5+5». Ce dernier a pour but, d'une part, d'aider les institutions publiques, académiques, communautés locales, PME/PMI et les entrepreneurs des deux rives de la méditerranée occidentale à développer ensemble des projets maritimes locaux et régionaux et d'encourager d'autre part, la collaboration, renforcer la sécurité et la sûreté maritimes, promouvoir une croissance bleue durable, des emplois et préserver les écosystèmes et la biodiversité.

Création de plus de 700 start-up au niveau national

Plus de 700 start-up ont été créées jusqu'à novembre en cours au niveau national et «leur nombre et en croissance», a indiqué mardi à Oran le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up Yacine El-Mahdi Oualid.

Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, Yacine El-Mahdi Oualid a fait état de la création, jusqu'à novembre en cours, de 700 start-up au niveau national et que le nombre est en croissance, insistant sur la qualité de leurs activités «pour donner une réelle valeur ajoutée à l'économie nationale».

Ces entreprises émergentes sont devenues un véritable support économique en Algérie, notamment dans le domaine de l'exportation des services numériques contribuant ainsi à des rentrées en devises,

d'une part, et à mettre fin à la dépendance technologique, d'autre part, a affirmé le ministre délégué.

D'autre part, il a réitéré le soutien et l'accompagnement de son département ministériel aux incubateurs d'affaires et aux start-up, surtout en ce qui concerne le financement dans le cadre du fonds réservé à cet effet, annonçant le lancement prochain d'un programme de financement des incubateurs d'affaires.

A ce sujet, M. Yacine El-Mahdi a indiqué que le fonds des start-up a financé plus de 65 entreprises innovantes au niveau national et que 80 autres dossiers sont à l'étude, avant de souligner que des instructions ont été données pour la création de branches de ce fonds dans différentes wilayas du pays.

«De tels incubateurs sont des centres d'innovation et de développement des compétences», a soutenu Yacine



El-Mahdi Oualid, faisant savoir que chaque université au niveau national dispose d'un incubateur au moins, alors que le nombre d'incubateurs privés est passé dans les six derniers mois de 14 à plus de 42 au niveau national.

Par ailleurs, le ministre délégué a rappelé qu'une série de réunions ont eu lieu récemment avec le Comité d'organisation de la 19e édition des Jeux méditerranéens prévus en été 2022 à Oran,

notant qu'un grand nombre de start-up ont apporté des solutions concernant la numérisation de l'organisation des jeux et des applications promotionnelles.

Au passage, il a évoqué un nombre de mesures prises par son département ministériel pour simplifier les procédures administratives, incluant la réduction du nombre de documents et le traitement et l'étude des dossiers et la

numérisation, faisant part de démarches en coordination avec le ministère du Commerce pour la généralisation de l'opération de création d'entreprises via Internet.

Lors d'une rencontre avec des gérants d'entreprises émergentes et innovantes et d'entrepreneurs innovants au niveau de la Chambre de commerce et d'industrie d'Oran (CCIO), Yacine El-Mahdi Oualid a appelé à réactiver le rôle des chambres du commerce et de l'industrie au niveau national pour accompagner les gérants de start-up.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up a visité, à Oran, l'incubateur d'entreprises «West Innov» et l'accélérateur de start-up «Mackers Lab» et a procédé au lancement d'un data center de l'entreprise de télécommunications «Ecosnet».

La 3ème édition du Salon international des systèmes de sécurité se tiendra du 15 au 18 novembre

La 3ème édition du Salon international des systèmes de sécurité, protection de l'environnement et anti-incendie se tiendra du 15 au 18 novembre au Centre international de conférences d'Alger, a indiqué mardi un communiqué des organisateurs.

Après deux ans d'arrêt en raison de la pandémie de Covid-19, ce salon international revient cette année sous le thème de

«l'innovation», souligne la même source.

Participant à ce salon une soixantaine d'exposants nationaux représentant des institutions publiques et privées, des professionnels du domaine, des industriels et près d'une dizaine d'exposants étrangers, venant de France, d'Espagne, d'Italie et du Royaume-Uni.

Des conférences et des débats animés par des experts, seront

également organisés à cette occasion.

Ce salon professionnel permettra l'échange d'expérience entre PME et constructeurs et la signature de partenariats entre les participants, et de rencontrer des spécialistes de la protection anti-incendie et de la protection des travailleurs pour s'acquérir des dernières nouveautés, selon les organisateurs.

